



28 novembre 2013

Bulletin de la prévoyance professionnelle n° 134

Indications

873	Augmentation du taux d'intérêt minimal à 1,75 % dès le 1 ^{er} janvier 2014	2
874	Prévoyance vieillesse 2020: le Conseil fédéral lance la procédure de consultation	3
875	Mise en œuvre de l'initiative sur les rémunérations abusives: l'ordonnance entre en vigueur le 1 ^{er} janvier 2014.....	4
876	Nouvelles normes comptables pour les institutions de prévoyance professionnelle: modification de l'art. 47 OPP 2	11
877	Pas d'adaptation des rentes de survivants et d'invalidité à l'évolution des prix pour le 1 ^{er} janvier 2014.....	14
878	Montants-limites inchangés en 2014	14
879	Fonds de garantie LPP: taux de cotisation pour 2014.....	14

Prises de position

880	Renonciation à une rente de survivant en vue de l'obtention d'un capital-décès ?	15
-----	--	----

Jurisprudence

881	Distribution de fonds libres et traitement des assurés ayant choisi le versement en capital	15
882	Versement en espèces d'une prestation de libre passage à un indépendant divorcé	16
883	Versement en espèces à un assuré divorcé d'une prestation de sortie non partagée: violation du devoir de diligence par l'institution de prévoyance (ou de libre passage)?	16
884	Partage de la prévoyance: suspension de la procédure de partage en raison d'une procédure de recours pendante concernant une rente AI	17
885	Examen d'une éventuelle indexation des rentes réglementaires	17

Annexes

- Nouvelle tablelle valable à partir du 1.1.2014 pour le calcul du montant maximal du 3^e pilier a (selon les art. 60a al. 2, OPP 2 et 7, al. 1, let. a, OPP 3) en fonction de l'année de naissance
- Chiffres repères 2014 dans la prévoyance professionnelle
- Chiffres repères 1985-2014 dans la prévoyance professionnelle
- Tableaux 2014 de l'avoir de vieillesse LPP
- Taux d'adaptation des rentes de risque de la prévoyance professionnelle obligatoire, en %

Indications

873 Augmentation du taux d'intérêt minimal à 1,75 % dès le 1^{er} janvier 2014

Lors de sa séance du 30 octobre 2013, le Conseil fédéral a décidé de relever à 1,75 % le taux d'intérêt minimal applicable dans la prévoyance professionnelle obligatoire, actuellement fixé à 1,5 %. Les éléments déterminants pour la fixation du taux sont le rendement des obligations de la Confédération et l'évolution des actions, des obligations et de l'immobilier. Le relèvement à 1,75 % est justifié au regard de l'évolution positive des actions et de l'immobilier ces deux dernières années.

Les placements en actions ont réalisé des rendements positifs ces deux dernières années. Le Swiss Market Index a notamment progressé de 14,9 % en 2012 et de 17,6 % de janvier à fin septembre 2013. Pour l'immobilier, l'indice Wüest & Partner indique une performance de 6,8 % en 2012. Par contre, les cours des obligations à intérêt fixe ont chuté suite à l'augmentation des taux d'intérêt des emprunts, notamment des obligations de la Confédération. Cette hausse des taux d'intérêt est certes positive sur le long terme pour les institutions de prévoyance, mais engendre une baisse des cours des obligations déjà contractées.

Malgré tout, la situation est globalement bonne. L'indice Pictet LPP 93, pour un portefeuille comptant 25 % d'actions et 75 % d'obligations, a augmenté de 5,9 % en 2012 et de 2,8 % de janvier à septembre 2013. La performance des caisses est donc satisfaisante. Selon des estimations de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), la performance moyenne des caisses se situait aux environs de 6,7 % en 2012 et de 4,3 % de janvier à fin août 2013.

Un relèvement modéré pour tenir compte du contexte difficile

En fixant le taux d'intérêt minimal, il faut aussi tenir compte du fait que les caisses ne peuvent pas consacrer l'intégralité du rendement à la rémunération des avoirs de vieillesse. La loi les oblige en effet à constituer des réserves de fluctuation de valeur, à faire les provisions qui s'imposent et à remplir leurs obligations légales en termes de rentes. Or, les réserves de fluctuation sont encore insuffisantes et le taux de conversion défini par la loi est toujours trop élevé. C'est pourquoi il convient d'être prudent lorsqu'il s'agit de relever le taux d'intérêt minimal et de ne pas perdre de vue la stabilité à long terme de la prévoyance professionnelle.

La Commission fédérale de la prévoyance professionnelle (Commission LPP) a aussi proposé au Conseil fédéral de relever le taux d'intérêt minimal de 0,25 point pour le porter à 1,75 %. Le Conseil fédéral se rallie à ce point de vue. Avec une augmentation de 0,25 point, on tient compte de l'embellie sur les marchés financiers, sans pour autant oublier que le contexte reste difficile.

Lien internet pour le communiqué de presse:

<http://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=50770>

874 Prévoyance vieillesse 2020: le Conseil fédéral lance la procédure de consultation

Lors de sa séance du 20 novembre 2013, le Conseil fédéral a adopté l'avant-projet de réforme de la prévoyance vieillesse et le soumet pour avis aux cantons, aux associations et organisations intéressées ainsi qu'aux partis. La réforme a pour objectif de maintenir le niveau des prestations, d'assurer à long terme un financement suffisant des 1er et 2e piliers, et d'adapter les prestations de l'AVS et de la prévoyance professionnelle aux nouveaux besoins, à commencer par la souplesse en ce qui concerne la transition de la vie active à la retraite. La réforme renouvelle la prévoyance vieillesse en profondeur, par un projet global et équilibré, axé sur les intérêts des assurés.

La réforme Prévoyance vieillesse 2020 s'appuie sur les orientations définies le 21 novembre 2012 et sur les lignes directrices adoptées le 21 juin 2013 par le Conseil fédéral. Ses principaux éléments sont les suivants:

- Harmoniser l'âge de référence pour la retraite à 65 ans dans les deux piliers
- Permettre un aménagement souple et individuel du passage à la retraite
- Adapter le taux de conversion minimal dans la prévoyance professionnelle obligatoire tout en maintenant le niveau des prestations
- Améliorer la répartition des excédents ainsi que la surveillance et la transparence dans les affaires relevant du 2^e pilier
- Adapter les prestations et les cotisations à l'évolution de la société
- Assurer dans l'AVS l'égalité de traitement entre indépendants et salariés
- Comblent les lacunes de financement de l'AVS en recourant à la TVA et non en taillant dans les prestations
- Garantir des liquidités suffisantes à l'AVS durant les périodes difficiles
- Maintenir la marge de manœuvre financière de la Confédération.

Une approche globale, gage de transparence et de confiance

Ensemble, ces éléments constituent un projet de réforme équilibré, qui assure le maintien du niveau des prestations, garantit le financement des 1^{er} et 2^e piliers, répartit équitablement les charges et permet au système suisse de prévoyance vieillesse d'aborder l'avenir avec confiance. Le choix d'une approche globale pour réformer les deux piliers est gage de transparence et procure une certaine marge de manœuvre, conditions essentielles pour établir la confiance et prévenir les blocages qui ont fait échouer les tentatives de réforme précédentes.

La réforme de la prévoyance vieillesse implique la modification de différentes lois, mais nécessite aussi un arrêté fédéral distinct pour inscrire dans la Constitution le relèvement des taux de la TVA. Dans la logique de l'approche globale adoptée, le Conseil fédéral regroupe toutes les modifications de loi nécessaires dans un acte législatif unique et les combine avec la modification constitutionnelle mentionnée. On exclut ainsi la possibilité d'accepter les modifications concernant la prévoyance vieillesse tout en refusant le financement ou, à l'inverse, de rejeter la réforme sans pour autant renoncer à prélever des fonds supplémentaires. Cela aussi est gage de confiance.

La consultation durera jusqu'au 31 mars 2014. Après analyse des résultats, le Conseil fédéral soumettra au Parlement, d'ici la fin de 2014, le message relatif à la réforme Prévoyance vieillesse 2020.

Lien internet pour le communiqué de presse et la documentation:

<http://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=51027>

875 Mise en œuvre de l'initiative sur les rémunérations abusives: l'ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014

Lors de sa séance du 20 novembre 2013, le Conseil fédéral a fixé la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse. Celle-ci prendra effet le 1^{er} janvier 2014, soit deux mois plus tôt que ce qu'exige l'art. 95, al. 3, inscrit dans la Constitution après l'acceptation en votation populaire de l'initiative "contre les rémunérations abusives". L'ordonnance concerne les sociétés anonymes cotées en bourse et les institutions de prévoyance.

Au terme d'une audition écrite qui a suscité de nombreuses réponses, l'avant-projet d'ordonnance a été adapté sur plusieurs points. Son titre a été complété : ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb).

Rémunérations votées par l'assemblée générale

L'assemblée générale votera chaque année les rémunérations des membres du conseil d'administration, de la direction et du conseil consultatif. Le vote ne pourra en aucun cas être consultatif; son résultat sera contraignant. Les statuts régleront les modalités du vote et la marche à suivre en cas de refus des rémunérations proposées.

Liste d'indemnités interdites

Les indemnités de départ, les indemnités anticipées et les provisions pour une restructuration au sein du groupe de sociétés seront interdites, qu'elles servent à rémunérer des activités au sein de la société ou dans d'autres entreprises du groupe. Les primes d'embauche resteront autorisées.

Les dispositions pénales suivent une gradation en fonction de la gravité des faits réprimés, ce que l'avant-projet ne faisait pas encore. La double sanction – peine privative de liberté pouvant aller jusqu'à trois ans et peine pécuniaire – ne s'appliquera qu'aux membres du conseil d'administration, de la direction ou du conseil consultatif qui octroient ou reçoivent des indemnités interdites. Les personnes poursuivies devront avoir agi sciemment.

Transparence du vote des institutions de prévoyance

Les institutions de prévoyance devront voter – dans l'intérêt des assurés – sur les propositions énumérées dans l'ordonnance. Elles ne pourront pas renoncer à voter avant l'assemblée générale, mais elles resteront libres de s'abstenir sur tel ou tel point de l'ordre du jour. Les institutions de prévoyance devront assurer une certaine transparence quant à la manière dont elles exercent leurs droits, mais elles ne devront détailler leur position que si elles s'opposent aux propositions du conseil d'administration ou qu'elles s'abstiennent.

Dispositions transitoires

Fondamentalement, les dispositions de l'ordonnance prendront effet le 1^{er} janvier 2014, mais quelques points exigent des adaptations de la part des sociétés anonymes et des institutions de prévoyance. Le texte leur octroie donc le temps nécessaire pour rendre leur fonctionnement, leurs statuts et règlements et leurs contrats conformes aux nouvelles dispositions impératives. Notamment, les sociétés devront adapter leurs statuts et règlements au plus tard lors de la deuxième assemblée générale suivant l'entrée en vigueur.

Lien internet pour le communiqué de presse:

<http://www.ejpd.admin.ch/content/ejpd/fr/home/dokumentation/mi/2013/2013-11-20.html>

Nous publions ci-après les extraits de l'ordonnance et du rapport explicatif qui concernent la prévoyance professionnelle (seule fait foi la version publiée dans le Recueil officiel):

Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb)

du 20 novembre 2013

version non officielle (extraits)

Le Conseil fédéral suisse,
vu les art. 95, al. 3, et 197, ch. 10, de la Constitution¹,
arrête:
(...)

Section 6 Dispositions statutaires

(art. 626 et 627 CO)

Art. 12

² Ne sont valables qu'à la condition de figurer dans les statuts les dispositions concernant:

1. le montant des prêts, des crédits et des prestations de prévoyance en dehors de la prévoyance professionnelle octroyés aux membres du conseil d'administration, de la direction et du conseil consultatif;

Section 9 Indemnités interdites

Art. 20 Indemnités interdites dans la société

Le versement des indemnités ci-après aux membres du conseil d'administration, de la direction et du conseil consultatif est interdit:

4. les prêts, les crédits, les prestations de prévoyance en dehors de la prévoyance professionnelle et les rémunérations liées aux résultats, lorsqu'ils ne sont pas prévus par les statuts;

Section 10 Obligation de voter et de communiquer des institutions de prévoyance

Art. 22 Obligation de voter

¹ Les institutions de prévoyance soumises à la loi du 17 décembre 1993 sur le libre passage (LFLP) ¹ exercent, lors de l'assemblée générale, les droits de vote liés aux actions qu'elles détiennent, lorsqu'il s'agit de propositions annoncées concernant les points suivants:

1. l'élection des membres du conseil d'administration, du président du conseil d'administration, des membres du comité de rémunération et du représentant indépendant (art. 3, 4, 7 et 8);
2. les dispositions statutaires selon l'art. 12;
3. les votes selon les art. 18 et 21, ch. 3.

² Elles votent dans l'intérêt des assurés.

³ Elles peuvent s'abstenir à condition que ce soit dans l'intérêt des assurés.

⁴ L'intérêt des assurés est réputé respecté lorsque le vote assure d'une manière durable la prospérité de l'institution de prévoyance. L'organe suprême de l'institution fixe les principes qui concrétisent l'intérêt de ses assurés en relation avec l'exercice du droit de vote.

Art. 23 Obligation de communiquer

(art. 86b de la LF du 25 juin 1982² sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité)

¹ Les institutions de prévoyance soumises à la LFLP³ informent leurs assurés une fois par an au moins dans un rapport synthétique de la manière dont elles ont rempli leur obligation de voter selon l'art. 22.

² Lorsque les institutions de prévoyance ne suivent pas les propositions du conseil d'administration ou s'abstiennent, elles doivent le communiquer de manière détaillée.

¹ RS 831.42

² RS 831.40

³ RS 831.42

Section 11 Dispositions pénales

Art. 25 Punissabilité dans le domaine des institutions de prévoyance

Tout membre de l'organe suprême ou toute personne chargée de la gestion d'une institution de prévoyance soumise à la LFLP⁴ qui viole sciemment l'obligation de voter selon l'art. 22 ou l'obligation de déclarer selon l'art. 23 est punie d'une peine pécuniaire de 180 jours-amende au plus.

Section 12 Dispositions transitoires

Art. 27 Adaptation des statuts et des règlements

² Les institutions de prévoyance soumises à la LFLP⁵ adaptent leurs règlements et leur organisation aux art. 22 et 23 dans le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Art. 32 Obligation de voter et de communiquer

Les institutions de prévoyance soumises à la LFLP⁶ exercent leurs droits de vote et communiquent ce qu'elles ont voté au plus tard dès le premier jour de l'année civile qui commence après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Section 13 Entrée en vigueur

Art. 33

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

20 novembre 2013

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Ueli Maurer

La chancelière de la Confédération, Corina Casanova

⁴ RS 831.42

⁵ RS 831.42

⁶ RS 831.42

Extraits du rapport explicatif du 14 juin 2013 pour l'avant-projet d'ordonnance contre les rémunérations abusives (ORAb)

Dispositions statutaires (art. 12)

Art. 12, al. 2:

En plus de celles énumérées à l'art. 627 CO, les dispositions suivantes prévues à l'art. 12, al. 2, ne seront valables qu'à condition de figurer dans les statuts:

- le montant des prêts, des crédits et des rentes octroyés aux membres du conseil d'administration, de la direction et du conseil consultatif (art. 12, al. 2, ch. 1; art. 15, al. 1 et 2);

Indemnités interdites (art. 20 s.)

En vertu de l'art. 20, al. 1, ch. 4, il est interdit de verser les indemnités suivantes aux membres du conseil d'administration, de la direction et du conseil consultatif:

- les titres de participation, les droits de conversion et les droits d'option, lorsqu'ils ne sont pas prévus par les statuts.

En principe, le bénéficiaire d'une indemnité interdite pourra difficilement invoquer la bonne foi. L'interdiction des indemnités énumérées ci-dessus découle à la fois de l'art. 95, al. 3, let. b, Cst. et de l'ordonnance.

Obligation de voter et de communiquer des institutions de prévoyance (art. 22 s.)

Remarque liminaire

Les institutions de prévoyance suisses gèrent un patrimoine dépassant les 600 milliards de francs. Elles détiennent environ 10 % des actions cotées en Suisse. Ce sont donc de grands investisseurs institutionnels qui jouent un rôle important dans la perspective de l'exercice des droits des actionnaires. Pourtant, elles ont souvent un comportement passif et n'utilisent ni leurs droits de vote ni leurs autres droits sociaux.

L'art. 95, al. 3, let. a, Cst. oblige les institutions de prévoyance à voter, à communiquer ce qu'elles ont voté, et à le faire dans l'intérêt de leurs assurés. Si l'organe suprême de l'institution n'exerce pas l'obligation de voter dans l'intérêt des assurés, il doit en répondre pénalement et/ou civilement. La décision de l'assemblée générale de la société ne pourra cependant pas être attaquée en justice en vertu des art. 706 s. CO⁷ pour ce seul motif.

Obligation de voter

Selon l'art. 95, al. 3, let. a, Cst., «les caisses de pension [doivent voter] dans l'intérêt de leurs assurés». Aujourd'hui déjà, en vertu de l'art. 49a, al. 2, let. b, de l'ordonnance du 18 avril 1984 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OPP 2)⁸ l'organe suprême a pour tâche de définir les règles applicables à l'exercice des droits d'actionnaire de l'institution de prévoyance.

Mais cette formulation ouverte doit être précisée quant à l'exercice du droit de vote, puisque la Constitution prévoit une obligation de voter. Une précision portant aussi sur les autres droits sociaux ne reposerait cependant sur aucune base constitutionnelle et elle vise toutes les actions de sociétés anonymes suisses cotées en bourse qui sont détenues par les institutions de prévoyance (art. 1, al. 1). Il s'ensuit pour ces institutions une obligation de requérir leur inscription dans le registre des actions des sociétés en question pour pouvoir ensuite exercer les droits de vote attachés aux actions. pour approuver ou pour refuser la proposition. Si les capacités de l'administration de l'institution sont

⁷ RS 220

⁸ RS 831.441.1

limitées et que les raisons de cette limitation ne sont manifestement pas à chercher dans une organisation déficiente, il lui sera permis de fixer des priorités dans le traitement des convocations et des ordres du jour et pour la participation aux assemblées générales. Les priorités devront être fixées d'après des critères objectifs tels que la portée économique de l'objet dans l'optique de l'intérêt des assurés ou du poids financier des actions détenues par l'institution.

Conformément à l'art. 22, al. 4, et à la pratique actuelle, l'organe suprême de l'institution fixera dans un règlement les principes qui doivent guider l'institution dans la détermination de l'intérêt des assurés. L'art. 49a, al. 2, let. b, OPP 2⁹ sera applicable par analogie. Il faudra notamment veiller à ce que les bénéficiaires de l'entreprise soient répartis équitablement et judicieusement entre les actionnaires, de sorte que l'institution de prévoyance puisse utiliser ces liquidités en faveur des assurés et des bénéficiaires de rentes.

Obligation de communiquer

L'art. 95, al. 3, let. a, Cst. exige que «les caisses de pension [...] communiquent ce qu'elles ont voté». Cette obligation de déclarer est transposée à l'art. 23.

Etant donné que le droit de vote doit être exercé dans l'intérêt des assurés (art. 22), c'est à ces derniers que l'institution doit rendre des comptes sur sa manière de voter. L'art. 86b LPP¹⁰ oblige déjà les institutions de prévoyance à donner certaines informations à leurs assurés.

L'information revêtira la forme d'un rapport synthétique qui sera publié une fois par an au moins, ce qui n'engendrera pas une charge disproportionnée pour les institutions de prévoyance. La publication peut se faire en même temps que le rapport annuel de l'institution, sur la page internet de cette dernière ou sous toute autre forme réputée appropriée. La publication dans l'annexe aux comptes annuels, qui est audité par l'organe de révision, semble être une solution particulièrement indiquée, car elle offre des garanties de continuité en termes de lieu et de nature de la publication.

Les informations sur la manière dont l'institution a rempli son obligation de voter doivent être publiées au plus tard dans l'année civile qui suit l'assemblée générale (par ex. jusqu'à fin 2016 au plus tard pour l'assemblée générale qui s'est tenue en mai 2015).

Un compte rendu plus fréquent ou plus détaillé est autorisé. L'ordonnance ne fixe que des exigences minimales.

Punissabilité dans le domaine des institutions de prévoyance

Selon l'art. 95, al. 3, let. a, Cst., les caisses de pension devront voter dans l'intérêt de leurs assurés et communiquer ce qu'elles auront voté. Ces exigences sont précisées aux art. 22 et 23 de l'ordonnance. L'art. 25 désigne comme auteurs possibles d'une violation de ces dispositions les personnes chargées de la gestion et les membres de l'organe suprême (par ex. les membres du conseil de fondation) d'une institution de prévoyance soumise à la LFLP. Comme à l'art. 24, il s'agit de restreindre la qualité d'auteur aux personnes qui disposent d'un certain pouvoir décisionnel. Ici aussi, d'autres personnes qui n'ont pas cette qualité peuvent être punissables à titre d'instigateur ou de complice (voir ch. 3.11.9).

Les comportements punissables sont les violations des art. 22 et 23: le non-exercice du droit de vote (art. 22, al. 1), à moins que l'abstention ou la non-participation au vote ne réponde aux intérêts des assurés (art. 22, al. 3) ; le fait de voter à l'encontre de l'intérêt des assurés ou en dépit des critères fixés par le règlement (art. 22, al. 2 et 4) ; le fait de ne pas fixer dans un règlement les critères précisant l'intérêt des assurés (art. 22, al. 4). Est également punissable celui qui ne publie pas, dans

⁹ RS 831.411.1

¹⁰ RS 831.4

un rapport annuel, la manière dont l'obligation de voter a été accomplie (art. 23). Ces actes seront passibles d'une peine s'ils ont été commis intentionnellement, mais non s'ils résultent d'une négligence.

Extraits du rapport additionnel du 8 octobre 2013 relatif à l'ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb)

Ce rapport additionnel a apporté des modifications et des compléments au rapport du 14 juin 2013. En cas d'éventuelle contradiction, c'est le rapport additionnel qui prévaut.

Dispositions statutaires (art. 12)

Art. 12, al. 2:

Ch. 1: les «rentes» dont il est question à l'art. 95, al. 3, let. c, Cst. sont des rémunérations visant à assurer une retraite en dehors de la prévoyance professionnelle. De par la volonté du constituant, elles ne doivent pas être fixées dans les règlements des institutions de prévoyance mais dans les statuts. Elles ne sont donc par nature pas des prestations réglementaires des institutions de la prévoyance professionnelle mais des revenus de l'activité lucrative. Le ch. 1 explicite donc le terme constitutionnel et parle de « prestations de prévoyance en dehors de la prévoyance professionnelle ».

Indemnités interdites (art. 20 et 21)

Ch. 4: le terme «rentes» utilisé dans l'avant-projet, et qui figure à l'art. 95, al. 3, let. c, Cst., est remplacé par l'expression «prestations de prévoyance en dehors de la prévoyance professionnelle» pour plus de précision (cf. art. 12, al. 2, ch. 1).

Obligation de voter et de communiquer des institutions de prévoyance (art. 22 et 23)

L'art. 22, al. 1, régissant l'obligation de voter des institutions de prévoyance a été adapté. La portée de l'obligation de voter au sens de l'art. 95, al. 3, let. a, Cst. est sujette à interprétation et la préférence a donc été donnée à l'interprétation la plus étroite, selon laquelle les institutions de prévoyance doivent se prononcer sur les propositions annoncées du conseil d'administration concernant les points cités aux ch. 1 à 3. Il n'en résulte par exemple aucune obligation de voter pour les décisions sur la décharge du conseil d'administration, sur l'approbation des comptes annuels ou sur les augmentations et les réductions du capital-actions. Par contre, l'al. 3 ne permet plus, contrairement à l'avant-projet, de renoncer par anticipation à participer au vote. De ce fait, les institutions de prévoyance ne peuvent plus s'abstenir, approuver ou refuser les propositions du conseil d'administration qu'au cas par cas, objet par objet. Pour exercer leur obligation de voter, elles peuvent aussi avoir recours au représentant indépendant.

L'obligation de voter des institutions de prévoyance s'étend aussi aux actions détenues indirectement, pour autant que l'institution dispose d'un tel droit ou que le fonds soit contrôlé par l'institution de prévoyance (par ex. un fonds à investisseur unique).

L'utilisation, à l'al. 4, de l'expression «assure d'une manière durable la prospérité de l'institution de prévoyance» empruntée au droit de la société anonyme et au droit comptable (art. 674, al. 2, ch. 2, art. 960a, al. 4, CO) souligne que l'intérêt des assurés s'inscrit dans une perspective à long terme¹¹. Le renvoi au règlement a été supprimé, ce qui permet une meilleure coordination avec l'art. 49a, al. 2,

¹¹ Voir message du 5 décembre 2008 relatif à l'initiative populaire «contre les rémunérations abusives» et à la révision du code des obligations (Droit de la société anonyme), FF 2009 265, 284; message du 21 décembre 2007 concernant la révision du code des obligations (Droit de la société anonyme et droit comptable; adaptation des droits de la société en nom collectif, de la société en commandite, de la société à responsabilité limitée, de la société coopérative, du registre du commerce et des raisons de commerce), FF 2008 1407, 1531.

let. a, OPP2¹² en vigueur. Compte tenu de l'importance de l'obligation de voter et de la définition de l'intérêt des assurés, il est néanmoins recommandé de régler concrètement ces points dans le règlement d'organisation, notamment dans la perspective des dispositions pénales prévues à l'art. 25.

Comparé à l'avant-projet, le degré de détail des communications exigées à l'art. 23 a augmenté. La communication devra être structurée en fonction des différents points de l'ordre du jour visés à l'art. 22, al. 1, ch. 1 à 3. Pour éviter un travail administratif disproportionné, les institutions de prévoyance ne doivent cependant communiquer de manière détaillée que sur les points où elles n'ont pas suivi les propositions du conseil d'administration, autrement dit lorsqu'elles ont refusé une proposition ou qu'elles se sont abstenues.

Dispositions pénales (art. 24 et 25)

Punissabilité dans le domaine des institutions de prévoyance (art. 25)

La peine plus légère prévue dans le domaine des institutions de prévoyance a été majoritairement bien accueillie durant l'audition. Nous n'avons donc pas remanié l'art. 25. Le seul changement est une adaptation de l'élément subjectif de l'infraction à celui de l'art. 24.

Sur le plan rédactionnel, les membres de l'organe suprême sont désormais cités avant les personnes chargées de la gestion, conformément à la hiérarchie au sein des institutions de prévoyance.

Dispositions transitoires (art. 26 à 32)

Les délais des *art. 27 et 28* ont été accordés entre eux :

- Les statuts et les règlements devront être adaptés au plus tard lors de la deuxième assemblée générale ordinaire (art. 27, al. 1). Le délai a été raccourci, car la plupart des modifications auront lieu de toute façon dès la première ou la deuxième assemblée générale ordinaire suivant le 1^{er} janvier 2014. Jusqu'à l'écoulement du délai de l'art. 27, il sera possible d'exercer des fonctions ou d'octroyer des rémunérations sans la base statutaire requise par l'ordonnance à l'art. 12.
- Les contrats de travail en cours devront être adaptés avant la fin de 2015 (art. 28). C'est un an de plus que ce que prévoyait l'avant-projet. Il faut en effet que les sociétés puissent adapter d'abord leurs statuts et règlements aux exigences de l'ordonnance (voir art. 27, al. 1).

L'art. 31, al. 1, prévoit désormais que le rapport de rémunération visé à la section 7 doit être établi pour le premier exercice annuel après l'entrée en vigueur de l'ordonnance. Cela résout un problème de droit transitoire qui avait été pointé du doigt lors de l'audition. Si une société élabore un rapport de rémunération pour un exercice ayant commencé avant le 1^{er} janvier 2014, elle n'est pas exemptée pour autant de donner les indications supplémentaires prévues par l'art. 663bbis CO dans l'annexe au bilan. 18/18

L'art. 31, al. 2, (qui était l'al. 1 dans l'avant-projet) a été adapté à l'art. 18, qui a été passablement remanié. L'assemblée générale devra voter sur les rémunérations des membres du conseil d'administration, de la direction et du conseil consultatif au plus tard à partir de la deuxième assemblée générale ordinaire suivant le 1^{er} janvier 2014.

Art. 31, al. 3 : comme les statuts et les règlements ne devront avoir été adaptés que lors de la deuxième assemblée générale ordinaire suivant le 1^{er} janvier 2014 (voir art. 27, al. 1), le conseil d'administration fixera les modalités du vote de l'assemblée générale sur les rémunérations (art. 12, al. 1, ch. 4) tant que celles-ci ne seront pas fixées dans les statuts conformément à l'ordonnance.

L'art. 29, al. 2, a été adapté formellement à l'art. 8, al. 5.

¹² Ordonnance du 18 avril 1984 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OPP 2; RS 831.441.1).

Concernant l'art. 32 en relation avec les art. 22 et 23, il faut noter que l'obligation de communiquer des institutions de prévoyance ne portera que sur les votes qui auront eu lieu le 1er janvier 2015 ou ultérieurement.

Entrée en vigueur (art. 33)

L'ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Les participants à l'audition ont très clairement approuvé cette date¹³.

876 Nouvelles normes comptables pour les institutions de prévoyance professionnelle: modification de l'art. 47 OPP 2

Le 13 novembre 2013, le Conseil fédéral a décidé de modifier l'ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OPP 2) afin de tenir compte d'une nouvelle version des normes comptables applicables par les institutions de prévoyance. Ces nouvelles normes, qui n'avaient pas été adaptées depuis dix ans, entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Dans sa formulation actuelle, l'OPP 2 fait mention de la version des recommandations comptables Swiss GAAP RPC 26 du 1^{er} janvier 2004. Or, la nouvelle version tient compte des changements législatifs intervenus pour les institutions de prévoyance des corporations de droit public (modalités de constitution de réserves de fluctuations de valeur). Elle intègre également les nouvelles prescriptions relatives à l'indication des frais d'administration dans les comptes annuels des institutions de prévoyance, de même que l'indication des frais de gestion de la fortune et l'obligation d'énumérer dans l'annexe aux comptes annuels les placements pour lesquels les frais de gestion ne sont pas connus. La nouvelle version des recommandations comptables est en outre conforme aux directives publiées le 23 avril 2013 par la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle au sujet de l'indication des frais de gestion de la fortune.

Afin de garantir que les institutions de prévoyance, qui ont l'obligation d'établir et de structurer leurs comptes annuels conformément à la norme Swiss GAAP RPC 26, appliquent la norme actualisée, il était nécessaire d'adapter l'OPP 2.

Lien internet pour le communiqué de presse:

<http://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=50915>

Lien internet pour la nouvelle version du 1^{er} janvier 2014 des recommandations comptables Swiss GAAP RPC 26 :

http://www.fer.ch/fileadmin/downloads/news/RPC_26_f.pdf

Nous publions ci-après le texte de cette modification d'ordonnance (seule fait foi la version publiée dans le Recueil officiel):

¹³ Voir le résumé des prises de position sur l'avant-projet d'ordonnance contre les rémunérations abusives du 4 septembre 2013, p. 2.

**Ordonnance
sur la prévoyance professionnelle vieillesse,
survivants et invalidité
(OPP 2)**

Modification du 13 novembre 2013

version non officielle

Le Conseil fédéral suisse

arrête:

I

L'ordonnance du 18 avril 1984 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité¹⁴ est modifiée comme suit:

Art. 47, al. 2

² Les institutions de prévoyance doivent établir et structurer leurs comptes annuels conformément aux recommandations comptables Swiss GAAP RPC 26¹⁵ dans leur version du 1^{er} janvier 2014. Ces recommandations s'appliquent par analogie aux autres institutions actives dans le domaine de la prévoyance professionnelle.

II

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

13 novembre 2013

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération: Ueli Maurer

La chancelière de la Confédération: Corina Casanova

¹⁴ RS 831.441.1

¹⁵ Commande: Editions SKV, Hans Huber-Strasse 4, case postale 687, 8027 Zurich; www.verlagskv.ch.

Commentaire

1 Cadre général

L'article 47 OPP 2 intitulé « Tenue régulière de la comptabilité » comporte des dispositions qui définissent la manière dont les institutions de prévoyance doivent organiser et tenir leurs comptes annuels. Le second alinéa dudit article 47 OPP 2 a une importance centrale : il prévoit que les institutions de prévoyance doivent établir et structurer leurs comptes annuels conformément aux recommandations comptables Swiss GAAP RPC 26 « dans leur version du 1^{er} janvier 2004 ».

2 Commentaire de la disposition

La modification de l'article 47, al. 2, OPP 2 se borne à remplacer « 2004 » par « 2014 ». L'actualisation est nécessaire du fait que la fondation RPC a élaboré une [nouvelle version des Swiss GAAP RPC 26 au 1^{er} janvier 2014](#). Il convient dès lors de garantir que les institutions de prévoyance appliquent dès 2014 la nouvelle version des recommandations comptables en mettant à jour la version mentionnée par l'article 47, al. 2, OPP 2.

La nouvelle version des Swiss GAAP 26 intègre plusieurs changements intervenus dans la législation sur la prévoyance professionnelle. Il s'agit en substance des éléments suivants:

- Financement des institutions de prévoyance de corporations de droit public: les recommandations révisées autorisent la constitution de réserves de fluctuation de valeur lorsque les institutions en capitalisation partielle (et bénéficiant d'une garantie étatique) présentent à la date du bilan un degré de couverture supérieur à l'objectif de couverture fixé dans leur plan de financement. Les recommandations intègrent également la possibilité de constituer une réserve de fluctuation dans la répartition lorsqu'une modification structurelle de l'effectif des assurés est prévisible. Il est ainsi tenu compte des dispositions de la partie 4, titre 2, de la LPP introduites par la loi fédérale du 17 décembre 2010 (Financement des institutions de prévoyance de corporations de droit public).
- Réforme structurelle : l'OPP 2 a été modifiée suite à l'adoption par le Conseil fédéral, en juin 2011, des dispositions d'exécution de la réforme structurelle. A cette occasion, l'article 48a OPP 2 relatif à l'indication des frais d'administration dans le compte d'exploitation a été complété. De plus, l'alinéa 3 dudit article 48a a introduit l'obligation d'énumérer dans l'annexe aux comptes annuels tous les placements pour lesquels les frais de gestion de fortune ne peuvent pas être indiqués. La nouvelle version des Swiss GAAP RPC intègre les différentes catégories de frais d'administration énumérées à l'article 48a, al. 1, OPP 2, de même que l'obligation nouvelle découlant de l'alinéa 3 précité. Il convient en outre de relever que la formulation des recommandations actualisées s'inscrit également en conformité avec les directives publiées par la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle en date du 23 avril 2013 au sujet de l'indication des frais de gestion de la fortune.

3 Base légale

La modification de l'ordonnance s'appuie sur l'art. 65a, al. 5, LPP.

4 Date de l'entrée en vigueur

La modification de l'ordonnance doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2014, à savoir en même temps que la nouvelle version des recommandations comptables Swiss GAAP RPC 26.

877 Pas d'adaptation des rentes de survivants et d'invalidité à l'évolution des prix pour le 1^{er} janvier 2014

Les rentes de survivants et d'invalidité du régime obligatoire de la prévoyance professionnelle doivent, conformément à l'art. 36, al. 1, LPP, être adaptées périodiquement jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite en cas d'augmentation de l'indice des prix à la consommation. Ces rentes doivent être adaptées pour la première fois après trois ans, puis en même temps que les rentes de l'AVS, soit, en règle générale, tous les deux ans

Il s'agit donc de décider si les rentes de survivants et d'invalidité qui ont pris naissance en 2010 doivent être adaptées l'année prochaine. Pour cela, il faut observer l'évolution des prix de septembre 2010 à septembre 2013. Or, comme l'indice des prix de septembre 2013 (99,2; base décembre 2010 = 100) est égal à celui de septembre 2010, ces rentes ne doivent pas être adaptées au 1^{er} janvier 2014.

L'adaptation des rentes de survivants et d'invalidité qui ont pris naissance avant 2010 s'effectuera lors de la prochaine adaptation des rentes de l'AVS, soit au plus tôt au 1^{er} janvier 2015. Les rentes pour lesquelles la LPP ne prévoit pas une compensation périodique du renchérissement sont adaptées par les institutions de prévoyance dans les limites de leurs possibilités financières ; l'organe suprême de l'institution de prévoyance décide chaque année si et dans quelle mesure les rentes doivent être adaptées (cf. art. 36, al. 2, LPP). Voir également [FF 2013 7175](#).

Lien internet pour le communiqué de presse:

<http://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=50590>

878 Montants-limites inchangés en 2014

Il n'y aura pas d'adaptation des rentes de vieillesse minimales de l'AVS pour l'année 2014. Sur cette base, il n'y aura donc pas de changement des montants-limites de la prévoyance professionnelle. En ce qui concerne ces montants, nous renvoyons à l'annexe.

879 Fonds de garantie LPP: taux de cotisation pour 2014

La Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle a approuvé les taux de cotisation pour l'année 2014 que lui a soumis le conseil de fondation du fonds de garantie LPP. Le taux de cotisation restera inchangé à 0,08 % pour les subsides pour structure d'âge défavorable. Le taux de cotisation pour les prestations pour insolvabilité et les autres prestations baissera à 0,005 % (au lieu de 0,01 % jusqu'à présent).

L'échéance de paiement de ces cotisations est fixée à fin juin 2015. Toutes les institutions de prévoyance soumises à la LFLP ont l'obligation de cotiser.

Prises de position

880 Renonciation à une rente de survivant en vue de l'obtention d'un capital-décès ?

(Art. 20a LPP)

L'OFAS a examiné la situation suivante : l'ex-conjoint de la personne assurée souhaite renoncer à sa rente de survivant afin que leur enfant (majeur) bénéficie d'un capital-décès. Le règlement de l'institution de prévoyance prévoit que «le droit au capital décès naît lorsqu'un salarié décède sans ouverture du droit à la pension de conjoint survivant».

L'OFAS considère qu'un tel procédé de renonciation vise à éluder l'ordre des bénéficiaires fixé par l'art. 20a LPP et par le règlement de l'institution de prévoyance. De plus, si l'on admettait un tel procédé, cela poserait aux institutions de prévoyance des problèmes de planification et de liquidités. L'octroi d'une prestation de prévoyance à une personne donnée (par exemple un capital-décès) ne doit pas dépendre de la volonté d'une autre personne mais exclusivement de la réalisation des conditions légales et réglementaires. Il faut donc examiner, indépendamment de la renonciation, si la personne remplit les conditions de l'art. 20a LPP et du règlement pour avoir droit à un capital-décès.

En outre, comme la LPGa ne s'applique pas à la LPP, il n'est pas possible de se baser sur l'art. 23 LPGa pour une éventuelle renonciation à une rente. Du reste, même si l'on appliquait l'art. 23 LPGa, une telle renonciation serait nulle, car elle tendrait à éluder des dispositions légales (cf. art. 23, al. 2, LPGa).

Jurisprudence

881 Distribution de fonds libres et traitement des assurés ayant choisi le versement en capital

Une institution de prévoyance qui distribue ses fonds libres sans tenir compte des assurés qui touchent la prestation de vieillesse en capital n'enfreint pas le principe de l'égalité de traitement.

(Arrêt du TF du 12 juillet 2013, [9C_960/2012](#), publication ATF prévue, arrêt en allemand)

(Art. 37 LPP)

Le TF devait examiner notamment si, lors de la distribution de fonds libres (dans le cadre d'une liquidation totale d'une institution de prévoyance), l'exclusion d'un assuré ayant touché la prestation de vieillesse sous forme de capital était conforme au droit.

Lorsque le capital est demandé en vertu de l'art. 37 LPP, la qualité d'assuré prend fin et tous les liens avec l'institution de prévoyance sont rompus. Il en va autrement pour les bénéficiaires de rentes ; ils continuent de faire partie de la communauté solidaire et de participer de manière limitée aux perspectives et aux risques du placement du capital. Lors d'une distribution des fonds libres, il faut, selon la jurisprudence, traiter les groupes de bénéficiaires de manière relativement, mais non pas absolument, égale. Il est ainsi permis de ne pas tenir compte des assurés actifs qui quittent volontairement une institution de prévoyance (voir à ce sujet ATF 133 V 607 ss.). Le TF retient maintenant qu'en cas de perception d'un capital, la situation est la même que pour un assuré actif sorti volontairement d'une institution de prévoyance. La perception en capital se fonde sur une déclaration de volonté librement exprimée. Dans ces conditions, le principe de l'égalité de traitement n'est pas violé si les assurés qui ont touché une prestation en capital ne sont pas pris en considération dans un plan de répartition. Pour le TF, il est en outre déterminant que le versement en capital, choisi expressément, vaut solde de tout compte.

882 Versement en espèces d'une prestation de libre passage à un indépendant divorcé

Suite à un divorce, un versement en espèces à un indépendant est possible aux mêmes conditions qu'un versement à des fins d'investissements dans l'entreprise.

(Référence à un arrêt du TF du 19 juin 2013, [9C_833/2012](#) ; [ATF 139 V 367](#) ; arrêt en allemand)

(Art. 22 en relation avec l'art. 5 LFLP)

Le TF devait examiner la question de savoir si un indépendant a droit au versement en espèces de la prestation de libre passage qui lui a été transférée au titre du partage de la prévoyance pour cause de divorce, bien qu'il travaille déjà comme indépendant depuis un certain temps.

Le tribunal cantonal avait autorisé le paiement en espèces au motif que, selon l'art. 22, al. 1, LFLP, les art. 3 à 5 LFLP ne seraient applicables que par analogie et qu'il suffirait donc que la personne prouve qu'elle travaille comme indépendant et qu'elle n'est pas soumise à la prévoyance professionnelle obligatoire.

Le TF relève qu'une personne qui passe d'une activité salariée à un travail indépendant dispose, au moment de ce changement, de la possibilité de se faire verser en espèces le capital de vieillesse accumulé, en vertu de l'art. 5, al. 1, let. b, LFLP. Celui qui, au moment du divorce, exerce déjà une activité lucrative indépendante ne bénéficie pas (plus) d'un tel droit d'option. En revanche, celui qui travaille de manière indépendante et qui s'est affilié à la prévoyance facultative peut, selon la jurisprudence du TF, se faire verser les sommes accumulées en vue d'investissements dans son entreprise s'il résilie le contrat de prévoyance et que ses relations contractuelles avec son institution de prévoyance prennent fin (ATF 135 V 418 et 134 V 170).

Comme un indépendant a en tout temps la possibilité de se faire assurer à titre facultatif, il peut contracter une telle assurance également au moment d'un divorce. Dans ce cas, il peut faire transférer sur son compte de prévoyance facultative le montant lui revenant en vertu de l'art. 22, al. 1, LFLP, puis se le faire verser en espèces. Le TF ne voit pas de fraude à la loi dans ce procédé qui s'inscrit dans les limites fixées par la loi et la jurisprudence fédérale. Toutefois, un tel détour provoque des frais. Dès lors, il apparaît opportun et équitable d'accorder à un indépendant la possibilité de se faire verser en espèces le capital de prévoyance lui revenant en cas de divorce lorsque sont remplies les mêmes conditions restrictives que pour le paiement en espèces de l'avoir de vieillesse accumulé au titre de la prévoyance professionnelle facultative, c.-à-d. lorsqu'il se trouve économiquement dans la même situation qu'un assuré à titre facultatif.

883 Versement en espèces à un assuré divorcé d'une prestation de sortie non partagée: violation du devoir de diligence par l'institution de prévoyance (ou de libre passage)?

Les institutions de prévoyance professionnelle n'ont pas d'obligation générale de vérifier, avant l'octroi d'un versement en espèces à un assuré divorcé, s'il y a eu exécution du partage ordonné par le jugement de divorce.

(Référence à un arrêt du TF du 3 septembre 2013, [9C_324/2013](#) ; arrêt en allemand)

Le TF s'est prononcé sur la question de savoir si une institution de libre passage respecte ou pas son obligation de diligence lorsqu'elle verse en espèces à un assuré divorcé la prestation de sortie non partagée, sans l'accord de son ancienne épouse. En l'espèce, le TF a nié une violation du devoir de diligence.

Selon l'art. 5, al. 2, LFLP, le paiement en espèces ne nécessite un consentement écrit que si l'assuré est marié ou lié par un partenariat enregistré ; le paiement en espèces qui intervient sans

l'assentiment de l'ancienne épouse est conforme au droit. Les institutions de prévoyance professionnelle n'ont pas d'obligation générale, avant le paiement en espèces à un assuré divorcé, d'exiger de sa part la remise du jugement de divorce et de vérifier si le partage de la prévoyance ordonné par ce jugement a été exécuté. Une obligation de vérifier existerait toutefois en présence d'indices concrets que le paiement en espèces pourrait empêcher l'exécution du partage de la prévoyance. Tel est par exemple le cas si l'institution de prévoyance professionnelle avait été associée à la procédure de divorce et que le jugement entré en force lui avait été communiqué, si elle participe à la procédure de partage en cours devant le tribunal compétent en matière de prévoyance professionnelle ou si elle est tenue de bloquer les fonds de la prévoyance dans le cadre d'une mesure provisionnelle.

En l'espèce, le tribunal n'a pas transmis au tribunal des assurances compétent le jugement de divorce entré en force en décembre 2008, qui ordonnait le partage par moitié des prestations de sortie acquises pendant le mariage. En août 2010, l'institution de libre passage recourante a versé à l'époux divorcé, pour le motif qu'il s'était établi à son compte, la prestation de sortie entière qui n'était pas encore partagée. Selon le TF, le fait que l'institution de libre passage ait délivré une déclaration de faisabilité dans le cadre de la procédure de divorce ne justifiait pas un devoir accru de diligence.

884 Partage de la prévoyance: suspension de la procédure de partage en raison d'une procédure de recours pendante concernant une rente AI

(Référence à un arrêt du TF du 8 juillet 2013, [9C 191/2013](#) ; arrêt en allemand)

La question litigieuse était de savoir si la procédure de partage liée au divorce doit être suspendue lorsque le début d'un éventuel droit à une rente d'invalidité se situe nettement avant le moment de l'entrée en force du jugement de divorce.

Le TF a répondu affirmativement à cette question. S'il s'avère après coup qu'un cas de prévoyance était déjà intervenu au moment de l'entrée en force du jugement de divorce, le tribunal compétent en matière de prévoyance professionnelle n'est pas lié par le partage fixé dans le jugement de divorce. La procédure doit être suspendue lorsqu'il est probable que le versement rétroactif de prestations d'invalidité remonte à une date antérieure à l'entrée en force du jugement de divorce.

885 Examen d'une éventuelle indexation des rentes réglementaires

Dans le cas d'espèce, le TF a jugé que le règlement ne conférait aucun droit à une adaptation d'une rente réglementaire d'invalidité à l'évolution des salaires ou au renchérissement.

(Référence à un arrêt du TF du 25 juillet 2013, [9C 1044/2012](#); arrêt en français)

(Art. 36, al. 2, et 49, al. 2, ch. 5, LPP)

Le règlement de l'institution de prévoyance du recourant, datant de 1995 et applicable dans le cas d'espèce, ne contient aucune disposition expresse concernant l'adaptation des rentes d'invalidité au renchérissement ou à l'évolution des salaires. Selon le TF, on ne saurait considérer que l'absence de réglementation sur cette question constitue une lacune réglementaire (ATF 129 V 145 consid. 3, p. 147) ou doive être considérée comme étant insolite, dans la mesure où, en matière de prévoyance plus étendue, les institutions de prévoyance sont libres de définir, dans les limites des dispositions expressément réservées à l'art. 49, al. 2, LPP le régime de prestations, le mode de financement et l'organisation qui leur convient, pour autant qu'elles respectent les principes d'égalité de traitement, de proportionnalité ainsi que l'interdiction de l'arbitraire (ATF 138 V 176 consid. 5.3, p. 180). Le règlement de 1995 ne se prête à aucune interprétation compatible avec l'existence d'un droit à l'adaptation de la

rente d'invalidité du recourant à l'évolution des salaires ou au renchérissement. En revanche, c'est à bon droit que la juridiction cantonale a considéré que le recourant devait, conformément à l'art. 36, al. 2, LPP (dans sa teneur en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005), bénéficier de la décision du conseil de fondation de la caisse de pensions entérinant une augmentation des rentes de 2 % à compter du 1^{er} juillet 2007.

Annexes

- **Nouvelle table valable à partir du 1.1.2014 pour le calcul du montant maximal du 3^e pilier a (selon les art. 60a al. 2, OPP 2 et 7, al. 1, let. a, OPP 3) en fonction de l'année de naissance**
- **Chiffres repères 2014 dans la prévoyance professionnelle**
- **Chiffres repères 1985-2014 dans la prévoyance professionnelle**
- **Tableaux 2014 de l'avoit de vieillesse LPP**
- **Taux d'adaptation des rentes de risque de la prévoyance professionnelle obligatoire, en %**



Tabelle pour le calcul du montant maximal du 3e pilier a (selon les art. 60a, al. 2, OPP 2 et 7, al. 1, let. a, OPP 3) en fonction de l'année de naissance (le processus débute le 1er janvier de l'année des 25 ans)

Année de naissance	Processus débutant le 1er janvier...	Etat le 31 déc. 2007	Etat le 31 déc. 2008	Etat le 31 déc. 2009	Etat le 31 déc. 2010	Etat le 31 déc. 2011	Etat le 31 déc. 2012	Etat le 31 déc. 2013	Etat le 31 déc. 2014
1962 et avant	1987	160'216	170'987	180'973	191'158	201'663	211'370	221'280	231'891
1963	1988	151'725	162'263	172'074	182'081	192'405	201'973	211'742	222'186
1964	1989	143'220	153'524	163'160	172'989	183'131	192'560	202'187	212'465
1965	1990	135'042	145'121	154'589	164'247	174'214	183'509	193'001	203'117
1966	1991	126'655	136'503	145'799	155'281	165'068	174'226	183'579	193'530
1967	1992	118'590	128'216	137'346	146'659	156'274	165'300	174'519	184'312
1968	1993	109'865	119'252	128'203	137'333	146'761	155'645	164'719	174'340
1969	1994	101'105	110'250	119'021	127'967	137'209	145'949	154'877	164'326
1970	1995	92'681	101'595	110'192	118'962	128'024	136'626	145'414	154'698
1971	1996	84'322	93'006	101'432	110'027	118'909	127'375	136'025	145'144
1972	1997	76'285	84'748	93'009	101'435	110'146	118'480	126'996	135'957
1973	1998	68'358	76'603	84'701	92'961	101'502	109'706	118'091	126'897
1974	1999	60'735	68'771	76'712	84'812	93'190	101'270	109'528	118'184
1975	2000	53'332	61'164	68'953	76'898	85'118	93'077	101'212	109'722
1976	2001	46'213	53'849	61'492	69'288	77'356	85'198	93'215	101'585
1977	2002	39'198	46'641	54'140	61'789	69'707	77'434	85'335	93'567
1978	2003	32'453	39'711	47'071	54'578	62'352	69'969	77'758	85'857
1979	2004	25'762	32'835	40'058	47'425	55'055	62'563	70'241	78'209
1980	2005	19'217	26'111	33'199	40'429	47'920	55'320	62'889	70'729
1981	2006	12'712	19'426	26'381	33'475	40'826	48'120	55'581	63'293
1982	2007	6'365	12'905	19'729	26'690	33'906	41'096	48'452	56'038
1983	2008	0	6'365	13'058	19'885	26'965	34'052	41'301	48'763
1984	2009		0	6'566	13'263	20'211	27'196	34'343	41'683
1985	2010			0	6'566	13'379	20'262	27'305	34'522
1986	2011				0	6'682	13'464	20'405	27'501
1987	2012					0	6'682	13'521	20'497
1988	2013						0	6'739	13'596
1989	2014							0	6'739

Pour un état autre que le 31 décembre, procéder par interpolation linéaire des valeurs au 31 décembre les plus proches.

Paramètres de calcul

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Bonification	6'365	6'365	6'566	6'566	6'682	6'682	6'739	6'739
Taux d'intérêt	2.50%	2.75%	2.00%	2.00%	2.00%	1.50%	1.50%	1.75%



Chiffres repères dans la prévoyance professionnelle

MARIE-CLAUDE SOMMER, Secteur Mathématiques

Age de la retraite LPP :	2013		2014	
	65 (hommes, nés en 1948)	64 (femmes, nées en 1949)	65 (hommes, nés en 1949)	64 (femmes, nées en 1950)
1. Rente de vieillesse annuelle de l'AVS				
minimale	14'040		14'040	
maximale	28'080		28'080	
2. Salaire annuel des actifs (données historiques)				
Seuil d'entrée; salaire minimal	21'060		21'060	
Déduction de coordination	24'570		24'570	
Salaire maximal assuré dans la prévoyance prof. obligatoire	84'240		84'240	
Salaire coordonné minimal	3'510		3'510	
Salaire coordonné maximal	59'670		59'670	
Salaire maximal assurable dans la prévoyance professionnelle	842'400		842'400	
3. Avoir de vieillesse LPP (AV)				
Taux d'intérêt minimal LPP (données historiques)	1,50%		1,75%	
AV min. à l'âge de retraite LPP	18'061	18'794	18'629	19'389
en % du salaire coordonné	514,6%	535,4%	530,7%	552,4%
AV max. à l'âge de retraite LPP	294'876	306'598	304'692	316'859
en % du salaire coordonné	494,2%	513,8%	510,6%	531,0%
4. Rentes annuelles de vieillesse LPP et expectatives de survivants du rentier resp. de la rentière				
Taux de conversion de la rente à l'âge de la retraite LPP	6,85%	6,80%	6,80%	6,80%
Rente min. à l'âge de la retraite LPP	1'237	1'278	1'267	1'318
– en % du salaire coordonné	35,2%	36,4%	36,1%	37,6%
Rente min. expectative de veuve, de veuf	742	767	760	791
Rente min. expectative d'orphelin	247	256	253	264
Rente max. à l'âge de la retraite LPP	20'199	20'849	20'719	21'546
– en % du salaire coordonné	33,9%	34,9%	34,7%	36,1%
Rente max. expectative de veuve, de veuf	12'119	12'509	12'431	12'928
Rente max. expectative d'orphelin	4'040	4'170	4'144	4'309
5. Versement en espèces des prestations				
Montant-limite de l'avoir de vieillesse pour le versement en espèces	20'500	20'600	20'600	20'600
6. Adaptation au renchérissement des rentes de risque LPP avant la retraite (données historiques)				
pour la première fois après une durée de 3 ans	0,4%		-	
après une durée supplémentaire de 2 ans	-		-	
après une durée supplémentaire de 1 an	-		-	
7 Cotisations au Fonds de garantie LPP				
au titre de subsides pour structure d'âge défavorable	0,08%		0,08%	
au titre de prestations pour insolvabilité et d'autres prestations	0,01%		0,005%	
Limite du salaire maximale pour la garantie des prestations	126'360		126'360	
8. Prévoyance professionnelle obligatoire des personnes au chômage				
Salaire journalier minimal	80,90		80,90	
Déduction de coordination journalière	94,35		94,35	
Salaire journalier maximal	323,50		323,50	
Salaire journalier assuré (coordonné) minimal	13,50		13,50	
Salaire journalier assuré (coordonné) maximal	229,15		229,15	
9. Montants-limites non imposables du pilier 3a des actifs				
Montant-limite supérieur du pilier 3a, si affiliation au 2e pilier	6'739		6'739	
Montant-limite supérieur du pilier 3a, sans affiliation au 2e pilier	33'696		33'696	

Chiffres repères dans la prévoyance professionnelle

Les données annuelles dès 1985 sont disponibles sur le site internet de l'OFAS:

<http://www.bsv.admin.ch/dokumentation/zahlen/00093/00460/index.html?lang=fr>

Breve explication des chiffres repères :	art.
1. La rente AVS minimale correspond à la moitié de la rente AVS maximale.	34 LAVS 34 al. 3 LAVS
2. Les salariés auxquels un même employeur verse un salaire annuel supérieur au salaire minimal annuel sont soumis à l'assurance obligatoire pour les risques de décès et d'invalidité dès le 1 ^{er} janvier qui suit leur 17 ^{ème} anniversaire et pour la vieillesse dès le 1 ^{er} janvier qui suit leur 24 ^{ème} anniversaire. Dès le 1.1.2005, le seuil d'entrée correspond aux ¾ de la rente AVS maximale, la déduction de coordination aux 7/8, le salaire coordonné minimal au 1/8 et le salaire coordonné maximal aux 17/8 de la rente AVS maximale. Le salaire assurable dans la prévoyance professionnelle est limité au décuple du salaire maximal assuré dans la prévoyance professionnelle obligatoire.	2 LPP 7 al. 1 et 2 LPP 8 al. 1 LPP 8 al. 2 LPP 46 LPP 79c LPP
3. L'avoir de vieillesse comprend les bonifications de vieillesse accumulées durant la période d'affiliation à la caisse de pension et celui versé par les institutions précédentes, avec les intérêts (taux d'intérêt minimal de 4% de 1985 à 2002, de 3,25% en 2003, de 2,25% en 2004, de 2,5% en 2005 à 2007, de 2,75% en 2008, de 2% en 2009 à 2011, de 1,5% de 2012 à 2013 et de 1,75% dès 2014).	15 LPP 16 LPP 12 OPP2 13 al. 1 LPP 62a OPP2
4. La rente de vieillesse est calculée en pour-cent de l'avoir de vieillesse (taux de conversion) que l'assuré a acquis à l'âge de la retraite. Rente de vieillesse LPP minimale resp. maximale : droit aux prestations qu'a une personne assurée sans interruption depuis 1985, pour un salaire coordonné toujours minimal resp. toujours maximal. La rente de veuve resp. de veuf s'élève à 60% et la rente d'enfant à 20% de la rente de vieillesse. Les prestations risque sont calculées sur la base de l'avoir de vieillesse acquis et projeté jusqu'à l'âge de retraite.	14 LPP 62c OPP2 et dispo. transitoires let. a 18, 19, 21, 22 LPP 18, 20, 21, 22 LPP
5. A la place d'une rente, l'institution de prévoyance peut verser une prestation en capital lorsque la rente de vieillesse ou d'invalidité est inférieure à 10 % de la rente de vieillesse minimale de l'AVS resp. inférieure à 6 % pour la rente de veuve et de veuf et à 2 % pour la rente d'orphelin. Dès 2005, l'assuré peut demander le quart de son avoir de vieillesse LPP sous forme de capital.	37 al. 3 LPP 37 al. 2 LPP
6. Les rentes de risque, à savoir les rentes de survivants et les rentes d'invalidité, sont obligatoirement adaptées au renchérissement jusqu'à 65 pour les hommes et 64 ans pour les femmes. Ces rentes sont adaptées à l'évolution des prix pour la première fois après une durée de 3 ans, au début de l'année civile suivante. Les adaptations suivantes sont effectuées à la même date que celles des rentes de l'AVS.	36 al.1 LPP
7. Le fonds de garantie assume entre autres la tâche suivante : il garantit, jusqu'à une limite maximale de salaire, les prestations réglementaires qui vont au-delà des prestations légales et qui sont dues par des institutions de prévoyance devenues insolubles (www.sfbvg.ch).	14, 18 OFG 15 OFG 16 OFG 56 al. 1c, 2 , LPP
8. Dès le 1.1.1997, les bénéficiaires d'indemnités journalières de l'assurance chômage sont soumis à l'assurance obligatoire de la PP en ce qui concerne les risques de décès et d'invalidité. Les montants-limites prévus aux articles 2, 7 et 8 LPP doivent être convertis en montants journaliers. Ils s'obtiennent en divisant les montants-limites annuels par 260,4.	2 al.3 LPP 40a OACI
9. Montants maximaux selon l'ordonnance sur les déductions admises fiscalement pour des cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance: contrat de prévoyance liée conclu avec les établissements d'assurances et convention de prévoyance liée conclue avec les fondations bancaires.	7 al. 1 OPP3

2. Salaire selon la LPP, en francs (données historiques)

Année	Valeur-seuil; Salaire minimal	Déduction de coordination	Salaire annuel maximal for- mateur de rente LPP	Salaire coordonné (assuré) LPP	
				minimal	maximal
1985	16'560	16'560	49'680	2'070	33'120
1986/1987	17'280	17'280	51'840	2'160	34'560
1988/1989	18'000	18'000	54'000	2'250	36'000
1990/1991	19'200	19'200	57'600	2'400	38'400
1992	21'600	21'600	64'800	2'700	43'200
1993/1994	22'560	22'560	67'680	2'820	45'120
1995/1996	23'280	23'280	69'840	2'910	46'560
1997/1998	23'880	23'880	71'640	2'985	47'760
1999/2000	24'120	24'120	72'360	3'015	48'240
2001/2002	24'720	24'720	74'160	3'090	49'440
2003/2004	25'320	25'320	75'960	3'165	50'640
2005/2006	19'350	22'575	77'400	3'225	54'825
2007/2008	19'890	23'205	79'560	3'315	56'355
2009/2010	20'520	23'940	82'080	3'420	58'140
2011/2012	20'880	24'360	83'520	3'480	59'160
2013/2014	21'060	24'570	84'240	3'510	59'670

[retour](#)

3. Taux d'intérêt minimal LPP, en pour-cent (données historiques)

Année	Taux d'intérêt minimal LPP (en pour-cent)
1985-2002	4,00
2003	3,25
2004	2,25
2005-2007	2,50
2008	2,75
2009-2011	2,00
2012-2013	1,50
2014	1,75

[retour](#)

6. Taux de renchérissement en pour-cent pour l'adaptation des rentes de risque LPP
(données historiques)

Taux de renchérissement LPP en pour-cent après une durée de			
Année	3 ans (1^{ère} adaptation)	2 ans (adaptation subséquente)	1 an
1985-1988	*	*	*
1989	4.3 %	*	*
1990	7.2 %	*	3.4 %
1991	11.9 %	*	*
1992	15.9 %	12.1 %	5.7 %
1993	16.0 %	*	3.5 %
1994	13.1 %	*	*
1995	7.7 %	4.1 %	0.6 %
1996	6.2 %	*	*
1997	3.2 %	2.6 %	0.6 %
1998	3.0 %	*	*
1999	1.0 %	0.5 %	0.1 %
2000	1.7 %	*	*
2001	2.7 %	2.7 %	1.4 %
2002	3.4 %	*	*
2003	2.6 %	1.2 %	0.5 %
2004	1.7 %	*	*
2005	1.9 %	1.4 %	0.9 %
2006	2.8 %	*	*
2007	3.1 %	2.2 %	0.8 %
2008	3.0 %	*	*
2009	4.5 %	3.7 %	2.9 %
2010	2.7 %	*	*
2011	2.3 %	-	0.3 %
2012	-	*	*
2013	0.4 %	-	-
2014	-	*	*

- * L'adaptation subséquente des rentes de risque LPP a lieu en même temps que l'adaptation des rentes de l'AVS, ce qui n'est pas le cas cette année.
- Pas d'adaptation des rentes de risques LPP car l'indice des prix n'a pas augmenté depuis la dernière adaptation.

[retour](#)



Chiffres repères dans la prévoyance professionnelle

Marie-Claude Sommer, secteur Mathématiques MAS, Office fédéral des assurances sociales, Berne

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004				
1 Rente annuelle de vieillesse de l'AVS																		f:62/h:65	f:63	f:62/h:65	f:63	f:62/h:65	f:63	
minimale	8'280	8'640	8'640	9'000	9'000	9'600	9'600	10'800	11'280	11'280	11'640	11'640	11'940	11'940	12'060	12'060	12'360	12'360	12'660	12'660	12'660	12'660	12'660	
maximale	16'560	17'280	17'280	18'000	18'000	19'200	19'200	21'600	22'560	22'560	23'280	23'280	23'880	23'880	24'120	24'120	24'720	24'720	25'320	25'320	25'320	25'320	25'320	
2 Salaire																								
Seuil d'entrée (salaire minimal)	16'560	17'280	17'280	18'000	18'000	19'200	19'200	21'600	22'560	22'560	23'280	23'280	23'880	23'880	24'120	24'120	24'720	24'720	25'320	25'320	25'320	25'320	25'320	
Déduction de coordination	16'560	17'280	17'280	18'000	18'000	19'200	19'200	21'600	22'560	22'560	23'280	23'280	23'880	23'880	24'120	24'120	24'720	24'720	25'320	25'320	25'320	25'320	25'320	
Salaire maximal assuré dans la prévoyance prof. obligatoire	49'680	51'840	51'840	54'000	54'000	57'600	57'600	64'800	67'680	67'680	69'840	69'840	71'640	71'640	72'360	72'360	74'160	74'160	79'960	79'960	79'960	79'960	79'960	
Salaire coordonné minimal	2'070	2'160	2'160	2'250	2'250	2'400	2'400	2'700	2'820	2'820	2'910	2'910	2'985	2'985	3'015	3'015	3'090	3'090	3'165	3'165	3'165	3'165	3'165	
Salaire coordonné maximal	33'120	34'560	34'560	36'000	36'000	38'400	38'400	43'200	45'120	45'120	46'560	46'560	47'760	47'760	48'240	48'240	49'440	49'440	50'640	50'640	50'640	50'640	50'640	
Salaire maximal assurable dans la prévoyance professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3 Avoir de vieillesse LPP (AV)																								
Taux d'intérêt minimal LPP	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%	3.25%	3.25%	2.25%	2.25%	2.25%	
AV minimal à l'âge de la retraite (h:65,f:62,63 ou 64)	269	561	972	1'416	1'878	2'385	2'912	3'514	4'162	4'836	5'553	6'237	6'957	7'671	8'423	9'198	10'010	10'859	10'966	11'658	11'782	12'361	12'490	
AV minimal à avec les BCU	538	1'122	1'944	2'832	3'756	4'770	5'824	7'028	8'324	9'672	11'106	12'474	13'914	15'342	16'846	18'396	20'020	21'718	21'932	23'316	23'564	24'722	24'980	
en % du salaire minimal coordonné	26.0%	51.9%	90.0%	125.9%	166.9%	198.8%	242.7%	260.3%	295.2%	343.0%	381.6%	428.7%	466.1%	514.0%	558.7%	610.1%	647.9%	702.8%	709.8%	736.7%	744.5%	781.1%	789.3%	
AV maximal à la retraite (h:65,f:62,63 ou 64)	4'306	8'971	15'551	22'653	30'039	38'153	46'591	56'231	66'602	77'388	88'864	99'779	111'300	122'753	134'686	147'096	160'106	173'634	175'409	186'410	188'392	197'686	199'719	
en % du salaire maximal coordonné	13.0%	26.0%	45.0%	62.9%	83.4%	99.4%	121.3%	130.2%	147.6%	171.5%	190.9%	214.3%	233.0%	257.0%	279.2%	304.9%	323.8%	351.2%	354.8%	368.1%	372.0%	390.4%	394.4%	
4 Bonifications complémentaires uniques (BCU)	pour la génération d'entrée																							
Limite inf. du sal. pour les BCU	6'680	6'970	6'970	7'260	7'260	7'740	7'740	8'700	9'120	9'120	9'360	9'360	9'600	9'600	9'720	9'720	9'960	9'960	10'200	10'200	10'200	10'200	10'200	
Montant min. de l'AV à la retraite (h:65,f:62,63 ou 64)	870	1'812	3'138	4'572	6'060	7'692	9'390	11'334	13'434	15'618	17'928	20'106	22'428	24'756	27'162	29'670	32'298	35'034	35'382	37'614	38'010	39'876	40'296	
Limite sup. du sal. pour les BCU	13'360	13'940	13'940	14'520	14'520	15'480	15'480	17'400	18'240	18'240	18'720	18'720	19'200	19'200	19'440	19'440	19'920	19'920	19'920	20'400	20'400	20'400	20'400	
Montant max. de l'AV à la retraite (h:65,f:62,63 ou 64)	1'740	3'624	6'276	9'144	12'120	15'384	18'780	22'668	26'868	31'236	35'856	40'212	44'856	49'512	54'324	59'340	64'596	70'068	70'764	75'228	76'020	79'752	80'592	
5 Rente de vieillesse et expectatives de survivants LPP																								
Taux de conversion minimum LPP	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	7.20%	>7.2%	7.20%	>7.2%	7.20%	>7.2%	
Rente annuelle de vieillesse min. à la retraite (h:65,f:62,63,64)	39	81	140	204	270	343	419	506	599	696	800	898	1'002	1'105	1'213	1'325	1'441	1'564	1'579	1'679	1'696	1'780	1'799	
en % du salaire minimal coordonné	1.9%	3.8%	6.5%	9.1%	12.0%	14.3%	17.5%	18.7%	21.2%	24.7%	27.5%	30.9%	33.6%	37.0%	40.2%	43.9%	46.6%	50.6%	51.1%	53.0%	53.6%	56.2%	56.8%	
Rente annuelle minimal expectative de veuve	23	49	84	122	162	206	251	304	359	418	480	539	601	663	728	794	865	938	938	1'007	1'007	1'068	1'068	
Rente annuelle minimal expectative d'orphelin	8	16	28	41	54	69	84	101	120	139	160	180	200	221	243	265	288	313	313	336	336	356	356	
Rente annuelle de vieillesse max. à la retraite (h:65,f:62,63,64)	310	646	1'120	1'631	2'163	2'747	3'355	4'049	4'795	5'572	6'398	7'184	8'014	8'838	9'697	10'591	11'528	12'502	12'629	13'422	13'564	14'233	14'380	
en % du salaire maximal coordonné	0.9%	1.9%	3.2%	4.5%	6.0%	7.2%	8.7%	9.4%	10.6%	12.3%	13.7%	15.4%	16.8%	18.5%	20.1%	22.0%	23.3%	25.3%	25.6%	26.5%	26.8%	28.1%	28.4%	
Rente annuelle maximal expectative de veuve	186	388	672	979	1'298	1'648	2'013	2'429	2'877	3'343	3'839	4'310	4'808	5'303	5'818	6'355	6'917	7'501	7'501	8'053	8'053	8'540	8'540	
Rente annuelle maximal expectative d'orphelin	62	129	224	326	433	549	671	810	959	1'114	1'280	1'437	1'603	1'768	1'939	2'118	2'306	2'500	2'500	2'684	2'684	2'847	2'847	
6 Versement des prestations en espèces																								
Montant-limite de l'avoir de vieillesse	11'500	12'000	12'000	12'500	12'500	13'300	13'300	15'000	15'700	15'700	16'200	16'200	16'600	16'600	16'800	16'800	17'100	17'100	17'100	17'500	17'500	17'500	17'500	
7 Adaptation au renchérissement des rentes risque LPP																								
pour la 1ère fois après 3 ans	-	-	-	-	4.3%	7.2%	11.9%	15.9%	16.0%	13.1%	7.7%	6.2%	3.2%	3.0%	1.0%	1.7%	2.7%	3.4%	3.4%	2.6%	2.6%	1.7%	1.7%	
après 2 ans supplémentaires	-	-	-	-	-	-	-	12.1%	-	-	4.1%	-	2.6%	-	0.5%	-	2.7%	-	-	1.2%	1.2%	-	-	
après 1 an supplémentaire	-	-	-	-	-	3.4%	-	5.7%	3.5%	-	0.6%	-	0.6%	-	0.1%	-	1.4%	-	-	0.5%	0.5%	-	-	
8 Cotisation au Fonds de garantie LPP																								
Subside pour structure d'âge défavorable	-	-	0.20%	0.20%	0.20%	0.04%	0.04%	0.04%	0.04%	0.04%	0.04%	0.04%	0.06%	0.10%	0.10%	0.05%	0.05%	0.05%	0.05%	0.06%	0.06%	0.06%	0.06%	
Prestation pour insolvabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.03%	0.03%	0.03%	0.03%	0.04%	0.04%	0.04%	0.04%	
Limite du salaire maximal pour la garantie des prestations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	107'460	107'460	108'540	108'540	111'240	111'240	111'240	113'940	113'940	
9 PP obligatoire des personnes au chômage																								
Salaire journalier minimal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91.70	91.70	92.60	92.60	94.90	94.90	94.90	97.25	97.25	97.25	97.25
Déduction de coordination journalière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91.70	91.70	92.60	92.60	94.90	94.90	94.90	97.25	97.25	97.25	97.25
Salaire journalier maximal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	275.10	275.10	277.90	277.90	284.80	284.80	284.80	291.70	291.70	291.70	291.70
Salaire journalier coordonné minimal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11.50	11.50	11.60	11.60	11.90	11.90	11.90	12.15	12.15	12.15	12.15
Salaire journalier coordonné maximal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	183.40	183.40	185.30	185.30	189.90	189.90	189.90	194.45	194.45	194.45	194.45
10 Montant limites non imposable du pilier 3a																								
Montant-limite supérieur si affiliation au 2e pilier	-	-	4'147	4'320	4'320	4'608	4'608	5'184	5'414	5'414	5'587	5'587	5'731	5'731	5'789	5'789	5'933	5'933	5'933	6'077	6'077	6'077	6'077	
Montant-limite supérieur sans affiliation au 2e pilier	-	-	20'736	21'600	21'600	23'040	23'040	25'920	27'072	27'072	27'936	27'936	28'656	28'656	28'944	28'944	29'664	29'664	29'664	30'384	30'384	30'384	30'384	



Chiffres repères dans la prévoyance professionnelle

Marie-Claude Sommer, secteur Mathématiques MAS, Office fédéral des assurances sociales, Berne

	2005		2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014	
	h:65	f:63	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64	h:65	f:64
1 Rente annuelle de vieillesse de l'AVS																				
minimale	12'900	12'900	12'900	12'900	13'260	13'260	13'260	13'260	13'680	13'680	13'680	13'680	13'920	13'920	13'920	13'920	14'040	14'040	14'040	14'040
maximale	25'800	25'800	25'800	25'800	26'520	26'520	26'520	26'520	27'360	27'360	27'360	27'360	27'840	27'840	27'840	27'840	28'080	28'080	28'080	28'080
2 Salaire																				
Seuil d'entrée (salaire minimal)	19'350	19'350	19'350	19'350	19'890	19'890	19'890	19'890	19'890	20'520	20'520	20'520	20'880	20'880	20'880	20'880	21'060	21'060	21'060	21'060
Déduction de coordination	22'575	22'575	22'575	22'575	23'205	23'205	23'205	23'205	23'205	23'940	23'940	23'940	24'360	24'360	24'360	24'360	24'570	24'570	24'570	24'570
Salaire maximal assuré dans la prévoyance prof. obligatoire	77'400	77'400	77'400	77'400	79'560	79'560	79'560	79'560	82'080	82'080	82'080	82'080	83'520	83'520	83'520	83'520	84'240	84'240	84'240	84'240
Salaire coordonné minimal	3'225	3'225	3'225	3'225	3'315	3'315	3'315	3'315	3'420	3'420	3'420	3'420	3'480	3'480	3'480	3'480	3'510	3'510	3'510	3'510
Salaire coordonné maximal	54'825	54'825	54'825	54'825	56'355	56'355	56'355	56'355	58'140	58'140	58'140	58'140	59'160	59'160	59'160	59'160	59'670	59'670	59'670	59'670
Salaire maximal assuré dans la prévoyance professionnelle	-	-	774'000	774'000	795'600	795'600	795'600	795'600	820'800	820'800	820'800	820'800	835'200	835'200	835'200	835'200	842'400	842'400	842'400	842'400
3 Avoir de vieillesse LPP (AV)																				
Taux d'intérêt minimal LPP	2.50%	2.50%	2.50%	2.50%	2.50%	2.50%	2.75%	2.75%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	1.50%	1.50%	1.50%	1.50%	1.75%	1.75%
AV minimal à l'âge de la retraite (h:65,f:62,63 ou 64)	13'125	13'251	13'860	14'163	14'632	14'982	15'277	15'808	15'845	16'560	16'422	17'139	17'012	17'730	17'540	18'259	18'061	18'794	18'629	19'389
AV minimal à avec les BCU	BCU supprimée	BCU supprimé	BCU supprimé	BCU supprimé	BCU supprimé	BCU supprimé	BCU supprimé	BCU supprimé	BCU supprimé	BCU supprimé	BCU supprimé	BCU supprimé	BCU supprimé	BCU supprimé	BCU supprimé	BCU supprimé	BCU supprimé	BCU supprimé	BCU supprimé	BCU supprimé
en % du salaire minimal coordonné	407.0%	410.9%	429.8%	439.2%	441.4%	451.9%	460.8%	476.9%	463.3%	484.2%	480.2%	501.1%	488.9%	509.5%	504.0%	524.7%	514.6%	535.4%	530.7%	552.4%
AV maximal à la retraite (h:65,f:62,63 ou 64)	210'492	212'497	222'868	227'678	235'838	241'408	246'794	255'289	256'484	267'982	266'455	277'904	276'686	288'171	285'825	297'323	294'876	306'598	304'692	316'859
en % du salaire maximal coordonné	383.9%	387.6%	406.5%	415.3%	418.5%	428.4%	437.9%	453.0%	441.1%	460.9%	458.3%	478.0%	467.7%	487.1%	483.1%	502.6%	494.2%	513.8%	510.6%	531.0%
4 Bonifications complémentaires uniques (BCU)																				
Limite inf. du sal. pour les BCU																				
Montant min. de l'AV à la retraite (h:65,f:62,63 ou 64)	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005	abrogé dès le 1.1.2005
Limite sup. du sal. pour les BCU																				
Montant max. de l'AV à la retraite (h:65,f:62,63 ou 64)																				
5 Rente de vieillesse et expectatives de survivants LPP																				
Taux de conversion minimum LPP	7.15%	7.20%	7.10%	7.20%	7.10%	7.15%	7.05%	7.10%	7.05%	7.00%	7.00%	6.95%	6.95%	6.90%	6.90%	6.85%	6.85%	6.80%	6.80%	6.80%
Rente annuelle de vieillesse min. à la retraite (h:65,f:62,63,64)	938	957	984	1'020	1'039	1'071	1'077	1'122	1'117	1'159	1'150	1'191	1'182	1'223	1'210	1'251	1'237	1'278	1'267	1'318
en % du salaire minimal coordonné	29.1%	29.6%	30.5%	31.6%	31.3%	32.3%	32.5%	33.9%	32.7%	33.9%	33.6%	34.8%	34.0%	35.1%	34.8%	35.9%	35.2%	36.4%	36.1%	37.6%
Rente annuelle minimal expectative de veuve	563	572	590	612	623.0	643.0	646.2	673.4	670	695	690	715	709	734	726	750	742	767	760	791
Rente annuelle minimal expectative d'orphelin	188	191	197	204	208.0	214.0	215.4	224.5	223	232	230	238	236	245	242	250	247	256	253	264
Rente annuelle de vieillesse max. à la retraite (h:65,f:62,63,64)	15'050	15'300	15'824	16'393	16'745	17'261	17'399	18'126	18'082	18'759	18'652	19'314	19'230	19'884	19'722	20'367	20'199	20'849	20'719	21'546
en % du salaire maximal coordonné	27.5%	27.9%	28.9%	29.9%	29.7%	30.6%	30.9%	32.2%	31.1%	32.3%	32.1%	33.2%	32.5%	33.6%	33.3%	34.4%	33.9%	34.9%	34.7%	36.1%
Rente annuelle maximal expectative de veuve	9'030	9'180	9'494	9'836	10'047	10'357	10'439	10'875	10'849	11'255	11'191	11'589	11'538	11'930	11'833	12'220	12'119	12'509	12'431	12'928
Rente annuelle maximal expectative d'orphelin	3'010	3'060	3'165	3'279	3'349	3'452	3'480	3'625	3'616	3'752	3'730	3'863	3'846	3'977	3'944	4'073	4'040	4'170	4'144	4'309
6 Versement des prestations en espèces																				
Montant-limite de l'avoire de vieillesse	18'000	17'900	18'100	17'900	18'600	18'500	18'800	18'600	19'400	19'500	19'500	19'600	20'000	20'100	20'100	20'300	20'500	20'600	20'600	20'600
7 Adaptation au renchérissement des rentes risque LPP																				
pour la 1ère fois après 3 ans	1.9%	1.9%	2.8%	2.8%	3.1%	3.1%	3.0%	3.0%	4.5%	4.5%	2.7%	2.7%	2.3%	2.3%	-	-	0.4%	0.4%	-	-
après 2 ans supplémentaires	1.4%	1.4%	-	-	2.2%	2.2%	-	-	3.7%	3.7%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
après 1 an supplémentaire	0.9%	0.9%	-	-	0.8%	0.8%	-	-	2.9%	2.9%	-	-	0.3%	0.3%	-	-	-	-	-	-
8 Cotisation au Fonds de garantie LPP																				
Subside pour structure d'âge défavorable	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.07%	0.08%	0.08%	0.08%	0.08%
Prestation pour insolvabilité	0.03%	0.03%	0.03%	0.03%	0.02%	0.02%	0.02%	0.02%	0.02%	0.02%	0.02%	0.02%	0.01%	0.01%	0.01%	0.01%	0.01%	0.01%	0.005%	0.005%
Limite du salaire maximal pour la garantie des prestations	116'100	116'100	116'100	116'100	119'340	119'340	119'340	119'340	123'120	123'120	123'120	123'120	125'280	125'280	125'280	125'280	126'360	126'360	126'360	126'360
9 PP obligatoire des personnes au chômage																				
Salaire journalier minimal	74.30	74.30	74.30	74.30	76.40	76.40	76.40	76.40	78.80	78.80	78.80	78.80	80.20	80.20	80.20	80.20	80.90	80.90	80.90	80.90
Déduction de coordination journalière	86.70	86.70	86.70	86.70	89.10	89.10	89.10	89.10	91.95	91.95	91.95	91.95	93.55	93.55	93.55	93.55	94.35	94.35	94.35	94.35
Salaire journalier maximal	297.25	297.25	297.25	297.25	305.55	305.55	305.55	305.55	315.20	315.20	315.20	315.20	320.75	320.75	320.75	320.75	323.50	323.50	323.50	323.50
Salaire journalier coordonné minimal	12.40	12.40	12.40	12.40	12.75	12.75	12.75	12.75	13.15	13.15	13.15	13.15	13.35	13.35	13.35	13.35	13.50	13.50	13.50	13.50
Salaire journalier coordonné maximal	210.55	210.55	210.55	210.55	216.40	216.40	216.40	216.40	223.25	223.25	223.25	223.25	227.20	227.20	227.20	227.20	229.15	229.15	229.15	229.15
10 Montant limites non imposable du pilier 3a																				
Montant-limite supérieur si affiliation au 2e pilier	6'192	6'192	6'192	6'192	6'365	6'365	6'365	6'365	6'566	6'566	6'566	6'566	6'682	6'682	6'682	6'682	6'739	6'739	6'739	6'739
Montant-limite supérieur sans affiliation au 2e pilier	30'960	30'960	30'960	30'960	31'824	31'824	31'824	31'824	32'832	32'832	32'832	32'832	33'408	33'408	33'408	33'408	33'696	33'696	33'696	33'696

Entrée en vigueur de la 1ère révision LPP



Tableaux de l'avoir de vieillesse LPP

Les tableaux suivants indiquent en cas d'assujettissement ininterrompu à la LPP dès le 1^{er} janvier de l'année civile qui suit le 24^{ème} anniversaire (début du processus d'épargne), au plus tôt dès le 1^{er} janvier 1985, **l'avoir de vieillesse LPP minimal et maximal** acquis à la fin de chacune des années civiles depuis 1985 pour les hommes et les femmes, selon leur âge atteint en 2014 (différence entre 2014 et l'année de naissance). L'avoir de vieillesse minimal est celui d'une personne ayant été assurée chaque année pour le salaire coordonné minimal alors que l'avoir de vieillesse maximal, celui d'une personne assurée chaque année pour le salaire coordonné maximal prévu par la loi.

Pour connaître la situation personnelle exacte d'un assuré, il faut toujours consulter son compte-témoin LPP tenu par l'institution de prévoyance.

Les tableaux suivants permettent pourtant d'**estimer** l'avoir de vieillesse acquis au 31 décembre 1985 à 2014. Ceci peut par exemple être utile pour

- estimer le niveau d'une nouvelle rente d'invalidité resp. des rentes de survivants puisqu'en connaissant l'avoir de vieillesse acquis LPP, il est aisé de déterminer l'avoir de vieillesse projeté à l'âge de la retraite et donc la rente d'invalidité LPP ;
- déterminer la part LPP dans les institutions de prévoyance enveloppantes (les prestations de prévoyance vont au-delà des prestations minimales LPP) ;
- contrôler l'ordre de grandeur de l'avoir de vieillesse LPP en cas de libre passage, de divorce, de demande pour l'encouragement à la propriété du logement ;
- approximer la valeur du rachat maximal possible lors de l'entrée dans une institution de prévoyance dont le plan est calqué sur le minimum LPP.

Des exemples d'utilisation de ces tableaux sont donnés dans le document « Quelques aspects techniques de la prévoyance professionnelle obligatoire » disponible sur notre site internet à l'adresse:

<http://www.bsv.admin.ch/themen/vorsorge/00039/index.html?lang=fr>

Dès 2005, l'âge de la retraite des femmes est relevé à 64 ans et les classes d'âge pour les taux de bonification sont identiques à celles des hommes (la dernière classe d'âge se terminant donc à 64 ans pour les femmes).

Selon le niveau de salaire assuré, l'avoir de vieillesse individuel se trouvera entre la valeur minimale et la valeur maximale mentionnées dans les tableaux qui suivent.



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs minimales pour les hommes

Age en 2014	Avoir de vieillesse LPP: valeurs minimales pour les hommes au 31 décembre (sans tenir compte des bonifications complémentaires uniques en cas de retraite avant le 1.1.2005)																													
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	246
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	246	496
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	244	493	747
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	244	491	744	1'003	
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	239	488	739	995	1'259	
30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	239	484	737	992	1'252	1'520	
31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	232	476	725	983	1'241	1'506	1'778	
32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	232	470	719	973	1'236	1'498	1'766	2'043	
33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	226	463	708	962	1'220	1'488	1'754	2'026	2'308	
34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	226	457	701	952	1'210	1'474	1'747	2'017	2'293	2'579	
35	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	222	453	690	939	1'197	1'460	1'729	2'007	2'281	2'561	2'957		
36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	222	448	685	928	1'183	1'448	1'716	1'990	2'273	2'551	2'940	3'343			
37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	216	445	676	919	1'168	1'429	1'700	1'974	2'253	2'541	2'927	3'322	3'732			
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	216	441	677	914	1'163	1'417	1'685	1'963	2'242	2'526	2'925	3'316	3'717	4'133		
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211	436	670	913	1'155	1'410	1'671	1'944	2'230	2'514	2'906	3'312	3'710	4'117	4'540	
40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211	431	664	907	1'158	1'406	1'666	1'934	2'214	2'507	2'899	3'299	3'713	4'117	4'530	4'960	
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	209	428	657	899	1'151	1'410	1'664	1'931	2'205	2'492	2'892	3'292	3'700	4'122	4'532	4'951	5'388	
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	209	426	654	892	1'144	1'406	1'673	1'932	2'206	2'487	2'881	3'291	3'699	4'115	4'545	4'962	5'387	5'832	
43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	204	421	647	883	1'130	1'391	1'663	1'939	2'204	2'485	2'870	3'273	3'694	4'110	4'534	4'973	5'396	5'828	6'281		
44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	204	416	641	876	1'122	1'378	1'649	1'931	2'216	2'487	2'872	3'266	3'679	4'112	4'536	4'969	5'416	5'845	6'284	6'745	
45	0	0	0	0	0	0	0	0	197	409	629	863	1'107	1'362	1'627	1'909	2'202	2'495	2'867	3'261	3'665	4'089	4'533	4'965	5'407	5'863	6'299	6'744	7'389	
46	0	0	0	0	0	0	0	197	403	623	851	1'094	1'347	1'612	1'887	2'179	2'483	2'880	3'261	3'665	4'079	4'513	4'968	5'410	5'860	6'325	6'768	7'396	8'052	
47	0	0	0	0	0	0	189	394	607	835	1'072	1'324	1'586	1'860	2'146	2'448	2'855	3'264	3'654	4'068	4'492	4'936	5'403	5'853	6'312	6'787	7'410	8'048	8'715	
48	0	0	0	0	0	168	364	576	796	1'032	1'277	1'537	1'807	2'090	2'385	2'789	3'210	3'631	4'029	4'452	4'886	5'340	5'818	6'276	6'744	7'401	8'034	8'681	9'359	
49	0	0	0	0	168	343	545	765	993	1'236	1'489	1'758	2'037	2'329	2'724	3'142	3'577	4'010	4'416	4'849	5'293	5'757	6'247	6'713	7'361	8'030	8'672	9'329	10'019	
50	0	0	0	158	332	513	723	949	1'184	1'435	1'696	1'973	2'261	2'653	3'061	3'492	3'941	4'385	4'801	5'243	5'697	6'171	6'672	7'318	7'978	8'659	9'311	9'977	10'678	
51	0	0	158	321	502	690	907	1'141	1'384	1'643	1'912	2'197	2'584	2'989	3'410	3'855	4'318	4'775	5'199	5'652	6'115	6'600	7'278	7'937	8'609	9'303	9'965	10'640	11'353	
52	0	151	315	485	672	867	1'091	1'332	1'583	1'850	2'127	2'511	2'910	3'328	3'762	4'222	4'700	5'169	5'602	6'064	6'538	7'199	7'894	8'565	9'249	9'956	10'628	11'314	12'038	
53	0	151	308	478	655	849	1'051	1'282	1'531	1'789	2'065	2'438	2'834	3'246	3'678	4'126	4'600	5'093	5'575	6'017	6'490	7'136	7'812	8'524	9'207	9'904	10'625	11'306	12'002	12'739
54	145	302	465	641	824	1'025	1'234	1'473	1'729	1'996	2'367	2'752	3'161	3'586	4'031	4'493	4'982	5'490	5'985	6'436	7'081	7'742	8'433	9'162	9'858	10'568	11'302	11'993	12'700	13'448
55	145	302	465	641	824	1'025	1'234	1'473	1'729	2'080	2'454	2'844	3'256	3'685	4'134	4'600	5'093	5'606	6'105	6'717	7'369	8'037	8'735	9'472	10'175	10'891	11'631	12'327	13'039	13'899
56	145	302	465	641	824	1'025	1'234	1'473	1'814	2'168	2'546	2'939	3'355	3'788	4'241	4'712	5'209	5'727	6'387	7'006	7'665	8'340	9'046	9'792	10'501	11'224	11'970	12'672	13'494	14'362
57	145	302	465	641	824	1'025	1'234	1'554	1'898	2'256	2'637	3'034	3'453	3'890	4'347	4'823	5'324	6'001	6'671	7'296	7'962	8'644	9'358	10'112	10'828	11'557	12'310	13'121	13'950	14'826
58	145	302	465	641	824	1'025	1'306	1'629	1'976	2'337	2'721	3'121	3'545	3'985	4'446	4'925	5'586	6'272	6'951	7'582	8'256	8'946	9'667	10'430	11'151	11'887	12'751	13'569	14'404	15'288
59	145	302	465	641	824	1'097	1'381	1'707	2'057	2'421	2'809	3'212	3'639	4'083	4'548	5'182	5'853	6'551	7'238	7'876	8'557	9'254	9'983	10'755	11'483	12'238	13'201	14'025	14'868	15'760
60	145	302	465	641	892	1'168	1'454	1'782	2'136	2'503	2'894	3'301	3'732	4'179	4'799	5'443	6'124	6'833	7'530	8'174	8'862	9'567	10'304	11'084	11'921	12'775	13'657	14'489	15'338	16'238
61	145	302	465	709	962	1'241	1'530	1'861	2'218	2'589	2'983	3'393	3'828	4'429	5'058	5'713	6'405	7'124	7'831	8'481	9'177	9'890	10'635	11'524	12'370	13'233	14'124	14'963	15'819	16'727
62	145	302	530	776	1'032	1'314	1'606	1'940	2'300	2'674	3'072	3'486	4'073	4'684	5'323	5'988	6'691	7'423	8'139	8'796	9'500	10'221	11'074	11'975	12'830	13'702	14'602	15'448	16'311	17'229
63	145	367	597	846	1'105	1'389	1'685	2'022	2'385	2'763	3'164	3'727	4'324	4'945	5'595	6'271	6'985	7'728	8'454	9'119	9'831	10'657	11'520	12'433	13'298	14'179	15'089	15'942	16'813	17'739
64	207	431	665	916	1'178	1'465	1'763	2'104	2'470	2'851	3'402	3'974	4'581	5'212	5'872	6'560	7'286	8'040	8'776	9'449	10'265	11'103	11'977	12'903	13'777	14'668	15'587	16'448	17'326	18'261
65	207	431	665	916	1'178	1'465	1'763	2'104	2'470	2'992	3'548	4'127	4'739	5'377	6'044	6'738	7'471	8'233	8'976	9'747	10'572	11'416	12'298	13'233	14'114	15'012	15'938	16'804	17'687	18'629



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs maximales pour les hommes

Age en 2014	Avoir de vieillesse LPP: valeurs maximales pour les hommes au 31 décembre (sans tenir compte des bonifications complémentaires uniques en cas de retraite avant le 1.1.2005)																															
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014		
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'177	
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'177	8'427	
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'141	8'380	12'704	
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'141	8'345	12'647	17'045		
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'070	8'292	12'558	16'923	21'396		
30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'070	8'221	12'527	16'856	21'285	25'835		
31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'945	8'094	12'325	16'713	21'105	25'598	30'223	
32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'945	7'998	12'228	16'542	21'014	25'471	30'030	34'732	
33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'838	7'879	12'040	16'351	20'747	25'304	29'824	34'449	39'228		
34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'838	7'771	11'911	16'183	20'576	25'058	29'700	34'287	38'978	43'837		
35	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'545	7'471	11'496	15'728	20'105	24'577	29'139	33'863	38'512	43'266	49'990			
36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'545	7'169	11'186	15'304	19'631	24'116	28'668	33'311	38'119	42'832	49'441	56'273				
37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'461	7'060	10'834	14'623	18'826	23'135	27'658	32'363	37'080	41'892	48'646	55'291	62'088	69'141		
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'461	7'060	10'834	14'623	18'826	23'135	27'658	32'363	37'080	41'892	48'646	55'291	62'088	69'141		
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'377	6'973	10'712	14'605	18'479	22'778	27'186	31'810	36'630	41'432	48'075	54'952	61'693	68'585	75'752		
40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'377	6'889	10'625	14'511	18'527	22'489	26'889	31'399	36'129	41'067	47'702	54'470	61'476	68'314	75'306	82'591	
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'343	6'854	10'505	14'386	18'422	22'565	26'618	31'121	35'737	40'575	47'326	54'087	60'983	68'118	75'056	82'149	89'554
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'343	6'820	10'470	14'265	18'297	22'489	26'765	30'912	35'523	40'248	46'890	53'815	60'705	67'734	75'004	82'045	89'243	96'772		
43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'259	6'733	10'345	14'136	18'078	22'262	26'613	31'023	35'266	39'985	46'467	53'265	60'365	67'386	74'548	81'955	89'100	96'404	104'058		
44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'259	6'649	10'258	14'011	17'949	22'043	26'386	30'902	35'451	39'794	46'271	52'910	59'869	67'151	74'308	81'608	89'156	96'409	103'822	111'606		
45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'158	6'544	10'065	13'811	17'706	21'791	26'040	30'542	35'225	39'914	45'876	52'506	59'301	66'419	73'881	81'173	88'610	96'298	103'659	111'181	122'077		
46	0	0	0	0	0	0	0	3'158	6'443	9'960	13'618	17'506	21'549	25'788	30'196	34'865	39'720	46'075	52'176	58'963	65'919	73'203	80'851	88'282	95'862	103'695	111'167	121'785	132'866			
47	0	0	0	0	0	0	0	3'024	6'303	9'714	13'362	17'155	21'185	25'375	29'767	34'335	39'169	45'680	52'228	58'467	65'411	72'529	79'978	87'813	95'383	103'105	111'083	121'623	132'398	143'665		
48	0	0	0	0	0	0	2'688	5'820	9'211	12'738	16'506	20'426	24'586	28'913	33'446	38'160	44'631	51'360	58'093	64'464	71'559	78'330	86'436	94'449	102'152	110'009	121'083	131'773	142'700	154'148		
49	0	0	0	0	2'688	5'484	8'727	12'234	15'882	19'777	23'827	28'123	32'591	37'272	43'587	50'274	57'229	64'153	70'660	77'909	85'340	93'109	101'305	109'145	120'409	131'324	142'167	153'250	164'883			
50	0	0	0	2'520	5'309	8'209	11'562	15'182	18'948	22'965	27'143	31'572	36'178	42'449	48'971	55'874	63'053	70'166	76'809	84'212	91'799	99'730	108'108	118'991	130'092	141'568	152'565	163'804	175'621			
51	0	0	2'520	5'141	8'034	11'044	14'510	18'248	22'137	26'281	30'592	35'159	41'341	47'819	54'555	61'682	69'093	76'402	83'185	90'748	98'499	106'597	117'981	129'062	140'364	152'046	163'200	174'599	186'605			
52	0	2'419	4'935	7'653	10'479	13'586	16'817	20'514	24'493	28'631	33'035	39'013	45'349	51'939	58'841	66'019	73'603	81'491	89'204	96'275	104'164	114'992	126'320	138'247	149'733	161'449	173'552	185'029	196'755	209'149		
53	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	19'751	23'565	27'666	31'931	37'864	44'035	50'572	57'371	64'490	71'893	79'713	87'846	95'765	102'983	113'782	124'850	136'424	148'629	160'323	172'250	184'569	196'212	208'106	220'698		
54	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	19'751	23'565	27'666	31'931	37'864	44'035	50'572	57'371	64'490	71'893	79'713	87'846	95'765	102'983	113'782	124'850	136'424	148'629	160'323	172'250	184'569	196'212	208'106	220'698		
55	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	19'751	23'565	27'666	31'931	37'864	44'035	50'572	57'371	64'490	71'893	79'713	87'846	95'765	102'983	113'782	124'850	136'424	148'629	160'323	172'250	184'569	196'212	208'106	220'698		
56	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	19'751	23'565	27'666	31'931	37'864	44'035	50'572	57'371	64'490	71'893	79'713	87'846	95'765	102'983	113'782	124'850	136'424	148'629	160'323	172'250	184'569	196'212	208'106	220'698		
57	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	19'751	23'565	27'666	31'931	37'864	44'035	50'572	57'371	64'490	71'893	79'713	87'846	95'765	102'983	113'782	124'850	136'424	148'629	160'323	172'250	184'569	196'212	208'106	220'698		
58	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	19'751	23'565	27'666	31'931	37'864	44'035	50'572	57'371	64'490	71'893	79'713	87'846	95'765	102'983	113'782	124'850	136'424	148'629	160'323	172'250	184'569	196'212	208'106	220'698		
59	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	19'751	23'565	27'666	31'931	37'864	44'035	50'572	57'371	64'490	71'893	79'713	87'846	95'765	102'983	113'782	124'850	136'424	148'629	160'323	172'250	184'569	196'212	208'106	220'698		
60	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	19'751	23'565	27'666	31'931	37'864	44'035	50'572	57'371	64'490	71'893	79'713	87'846	95'765	102'983	113'782	124'850	136'424	148'629	160'323	172'250	184'569	196'212	208'106	220'698		
61	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	19'751	23'565	27'666	31'931	37'864	44'035	50'572	57'371	64'490	71'893	79'713	87'846	95'765	102'983	113'782	124'850	136'424	148'629	160'323	172'250	184'569	196'212	208'106	220'698		
62	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	19'751	23'565	27'666	31'931	37'864	44'035	50'572	57'371	64'490	71'893	79'713	87'846	95'765	102'983	113'782	124'850	136'424	148'629	160'323	172'250	184'569	196'212	208'106	220'698		
63	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	19'751	23'565	27'666	31'931	37'864	44'035	50'572	57'371	64'490	71'893	79'713	87'846	95'765	102'983	113'782	124'850	136'424	148'629	160'323	172'250	184'569	196'212	208'106	220'698		
64	3'312	6'900	10'632	14'658	18'844	23'438	28'215	33'664	39'523	45'615	54'424	63'585	73'292	83'388	93'960	104'954	116'568	128'647	140'424	151'180	164'828	178'817	193'431	208'894	223'537	238'473	253'892	268'349	283'115	298'810		
65	3'312	6'900	10'632	14'658	18'844	23'438	28'215	33'664	39'523	45'615	54'424	63'5																				



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs minimales pour les femmes

Age en 2014	Avoirs de vieillesse LPP: valeurs minimales pour les femmes au 31 décembre (sans tenir compte des bonifications complémentaires uniques en cas de retraite avant le 1.1.2005)																														
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	246	
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	246	496
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	244	493	747	
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	244	491	744	1'003	
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	239	488	739	995	1'259	
30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	239	484	737	992	1'252	1'520	
31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	232	476	725	983	1'241	1'506	1'778	
32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	232	470	719	973	1'236	1'498	1'766	2'043	
33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	226	463	708	962	1'220	1'488	1'754	2'026	2'308	
34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	226	457	701	952	1'210	1'474	1'747	2'017	2'293	2'579	
35	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	222	453	690	939	1'197	1'460	1'729	2'007	2'281	2'561	2'957	
36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	222	448	685	928	1'183	1'448	1'716	1'990	2'273	2'551	2'940	3'343		
37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	216	445	676	919	1'168	1'429	1'700	1'974	2'253	2'541	2'927	3'322	3'732		
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	216	441	677	914	1'163	1'417	1'685	1'963	2'242	2'526	2'925	3'316	3'717	4'133			
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211	436	670	913	1'155	1'410	1'671	1'944	2'230	2'514	2'906	3'312	3'710	4'117	4'540			
40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211	431	664	907	1'158	1'406	1'666	1'934	2'214	2'507	2'899	3'299	3'713	4'117	4'530	4'960			
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	209	428	657	899	1'151	1'410	1'664	1'931	2'205	2'492	2'892	3'292	3'700	4'122	4'532	4'951	5'388			
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	209	426	654	892	1'144	1'406	1'673	2'027	2'303	2'587	2'983	3'396	3'806	4'224	4'657	5'075	5'502	5'949			
43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	204	421	647	883	1'130	1'391	1'663	2'034	2'396	2'682	3'071	3'480	3'907	4'327	4'756	5'199	5'625	6'060	6'517		
44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	204	416	641	876	1'122	1'378	1'649	2'024	2'406	2'777	3'169	3'571	3'991	4'433	4'863	5'303	5'757	6'191	6'635	7'102		
45	0	0	0	0	0	0	0	0	197	409	629	863	1'107	1'362	1'627	2'002	2'391	2'785	3'164	3'566	3'977	4'408	4'861	5'300	5'748	6'211	6'652	7'103	7'754		
46	0	0	0	0	0	0	0	197	403	623	851	1'094	1'347	1'612	1'978	2'366	2'769	3'176	3'564	3'976	4'397	4'839	5'303	5'751	6'208	6'681	7'129	7'762	8'425		
47	0	0	0	0	0	0	189	394	607	835	1'072	1'324	1'586	1'951	2'330	2'733	3'151	3'570	3'967	4'388	4'821	5'273	5'749	6'206	6'672	7'154	7'783	8'426	9'100		
48	0	0	0	0	0	168	364	576	796	1'032	1'277	1'537	1'897	2'274	2'666	3'082	3'514	3'945	4'350	4'782	5'224	5'686	6'174	6'639	7'114	7'778	8'417	9'070	9'755		
49	0	0	0	0	168	343	545	765	993	1'236	1'489	1'847	2'220	2'610	3'016	3'445	3'892	4'335	4'749	5'191	5'643	6'115	6'615	7'089	7'744	8'421	9'069	9'732	10'429		
50	0	0	0	158	332	513	723	949	1'184	1'435	1'784	2'154	2'538	2'941	3'360	3'804	4'265	4'720	5'143	5'594	6'056	6'539	7'050	7'704	8'372	9'061	9'719	10'391	11'100		
51	0	151	308	478	655	849	1'051	1'282	1'615	1'962	2'332	2'716	3'123	3'546	3'990	4'451	4'938	5'444	6'096	6'708	7'198	7'862	8'556	9'288	9'987	10'700	11'436	12'129	12'838	13'589	
52	145	302	465	641	824	1'025	1'234	1'554	1'898	2'256	2'637	3'034	3'453	3'890	4'347	4'823	5'324	6'001	6'671	7'296	7'962	8'644	9'358	10'112	10'828	11'557	12'310	13'017	13'739	14'506	
53	145	302	465	641	824	1'025	1'306	1'629	1'976	2'337	2'721	3'121	3'545	3'985	4'446	4'925	5'586	6'272	6'951	7'582	8'256	8'946	9'667	10'430	11'151	11'887	12'647	13'359	14'086	14'964	
54	145	302	465	641	824	1'097	1'381	1'707	2'057	2'421	2'809	3'212	3'639	4'083	4'548	5'182	5'853	6'551	7'238	7'876	8'557	9'254	9'983	10'755	11'483	12'226	12'992	13'709	14'546	15'433	
55	145	302	465	641	892	1'168	1'454	1'782	2'136	2'503	2'894	3'301	3'732	4'179	4'799	5'443	6'124	6'833	7'530	8'174	8'862	9'567	10'304	11'084	11'819	12'568	13'342	14'168	15'012	15'907	
56	145	302	465	709	962	1'241	1'530	1'861	2'218	2'589	2'983	3'393	3'828	4'429	5'058	5'713	6'405	7'124	7'831	8'481	9'177	9'890	10'635	11'425	12'166	12'922	13'807	14'641	15'492	16'395	
57	145	302	530	776	1'032	1'314	1'606	1'940	2'300	2'674	3'072	3'486	4'073	4'684	5'323	5'988	6'691	7'423	8'139	8'796	9'500	10'221	10'974	11'773	12'522	13'388	14'282	15'122	15'981	16'892	
58	145	367	597	846	1'105	1'389	1'685	2'022	2'385	2'763	3'164	3'727	4'324	4'945	5'595	6'271	6'985	7'728	8'454	9'119	9'831	10'560	11'321	12'130	12'988	13'864	14'767	15'615	16'481	17'401	
59	207	431	665	916	1'178	1'465	1'763	2'104	2'470	2'851	3'402	3'974	4'581	5'212	5'872	6'560	7'286	8'040	8'776	9'449	10'169	10'907	11'677	12'594	13'462	14'347	15'260	16'115	16'989	17'918	
60	207	431	665	916	1'178	1'465	1'763	2'104	2'470	2'992	3'548	4'127	4'739	5'377	6'044	6'738	7'471	8'233	8'976	9'747	10'475	11'220	12'098	13'027	13'903	14'797	15'719	16'581	17'462	18'399	
61	207	431	665	916	1'178	1'465	1'763	2'104	2'611	3'139	3'701	4'285	4'904	5'548	6'222	6'924	7'664	8'434	9'278	10'056	10'792	11'642	12'530	13'471	14'356	15'259	16'190	17'059	17'947	18'893	
62	207	431	665	916	1'178	1'465	1'763	2'239	2'752	3'285	3'853	4'443	5'069	5'719	6'400	7'108	7'856	8'727	9'580	10'365	11'205	12'065	12'964	13'917	14'811	15'723	16'664	17'540	18'435	19'389	



Avoirs de vieillesse LPP au 31 décembre: Valeurs maximales pour les femmes

Age en 2014	Avoir de vieillesse LPP: valeurs maximales pour les femmes au 31 décembre (sans tenir compte des bonifications complémentaires uniques en cas de retraite avant le 1.1.2005)																														
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'177
26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'177	8'427
27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'141	8'380	12'704
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'141	8'345	12'647	17'045	
29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'070	8'292	12'558	16'923	21'396	
30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4'070	8'221	12'527	16'856	21'285	25'835	
31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'945	8'094	12'325	16'713	21'105	25'598	30'223	
32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'945	7'998	12'228	16'542	21'014	25'471	30'030	34'732	
33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'838	7'879	12'040	16'351	20'747	25'304	29'824	34'449	39'228	
34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'838	7'771	11'911	16'183	20'576	25'058	29'700	34'287	38'978	43'837	
35	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'545	7'471	11'496	15'728	20'105	24'577	29'139	33'863	38'512	43'266	49'990	
36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'545	7'169	11'186	15'304	19'631	24'116	28'668	33'311	38'119	42'832	49'441	56'273		
37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'461	7'118	10'823	14'931	19'142	23'566	28'159	32'792	37'517	42'409	48'961	55'662	62'604		
38	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'461	7'060	10'834	14'623	18'826	23'135	27'658	32'363	37'080	41'892	48'646	55'291	62'088	69'141		
39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'377	6'973	10'712	14'605	18'479	22'778	27'186	31'810	36'630	41'432	48'075	54'952	61'693	68'585	75'752		
40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'377	6'889	10'625	14'511	18'527	22'489	26'889	31'399	36'129	41'067	47'702	54'470	61'476	68'314	75'306	82'591		
41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'343	6'854	10'505	14'386	18'422	22'565	26'618	31'121	35'737	40'575	47'326	54'087	60'983	68'118	75'056	82'149	89'554		
42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'343	6'820	10'470	14'265	18'297	22'489	26'765	32'431	37'080	41'845	48'526	55'496	62'420	69'483	76'788	83'856	91'081	98'642			
43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3'259	6'733	10'345	14'136	18'078	22'262	26'613	32'542	38'338	43'135	49'696	56'573	63'765	70'854	78'085	85'563	92'762	100'121	107'840			
44	0	0	0	0	0	0	0	0	3'259	6'649	10'258	14'011	17'949	22'043	26'386	32'385	38'502	44'432	51'026	57'784	64'864	72'283	79'543	86'948	94'602	101'938	109'434	117'316			
45	0	0	0	0	0	0	0	3'158	6'544	10'065	13'811	17'706	21'791	26'040	32'025	38'250	44'558	50'624	57'372	64'289	71'532	79'134	86'531	94'076	101'873	109'317	116'924	124'921			
46	0	0	0	0	0	0	3'158	6'443	9'960	13'618	17'506	21'549	25'788	31'643	37'853	44'311	50'815	57'023	63'931	71'011	78'422	86'214	93'753	101'442	109'386	116'943	124'648	132'832			
47	0	0	0	0	0	3'024	6'303	9'714	13'362	17'155	21'185	25'375	31'214	37'287	43'722	50'415	57'118	63'467	70'536	77'782	85'362	93'345	101'026	108'860	116'954	124'752	132'846	149'819			
48	0	0	0	0	2'688	5'820	9'211	12'738	16'506	20'426	24'586	30'345	36'383	42'662	49'313	56'230	63'121	69'605	76'828	84'231	91'972	100'137	107'954	115'927	127'119	137'900	148'919	160'476			
49	0	0	0	0	2'688	5'484	8'727	12'234	15'882	19'777	23'827	29'556	35'514	41'759	48'253	55'127	62'276	69'364	75'989	83'371	90'938	98'847	107'201	115'159	126'183	137'581	148'518	159'697	171'442		
50	0	0	0	2'520	5'309	8'209	11'562	15'182	18'948	22'965	28'540	34'457	40'612	47'060	53'767	60'861	68'240	75'521	82'285	89'824	97'552	105'627	114'167	125'171	136'396	147'998	159'092	170'428	182'361		
51	0	2'419	4'935	7'653	10'479	13'586	16'817	20'514	25'847	31'392	37'304	43'452	49'966	56'741	63'835	71'212	79'004	87'109	97'536	107'326	115'492	126'603	138'221	150'476	162'206	174'171	186'529	198'201	210'124	222'752	
52	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	16'407	20'903	26'059	31'613	37'390	43'541	49'939	56'713	63'757	71'131	78'801	89'369	100'359	111'217	121'315	132'572	144'110	156'166	168'914	181'013	193'355	206'096	218'061	230'282	245'053	
53	2'318	4'830	7'443	10'260	13'191	17'559	22'101	27'305	32'909	38'737	44'943	51'397	58'229	65'334	72'771	82'918	93'651	104'813	115'815	126'017	137'391	149'050	161'229	174'116	186'319	198'767	211'616	223'664	237'760	252'661	
54	2'318	4'830	7'443	10'260	14'271	18'682	23'269	28'520	34'173	40'051	46'309	52'818	59'707	66'871	76'782	87'089	97'989	109'324	120'473	130'780	142'273	154'054	166'358	179'386	191'695	204'250	217'209	231'116	245'323	260'357	
55	2'318	4'830	7'443	11'340	15'394	19'850	24'844	29'783	35'487	41'418	47'731	54'296	61'244	70'858	80'928	91'401	102'473	113'988	125'288	135'703	147'320	159'227	171'660	184'834	197'252	209'918	224'765	238'786	253'108	268'278	
56	2'318	4'830	8'480	12'419	16'515	21'016	25'697	31'045	36'798	42'782	49'150	55'772	65'166	74'937	85'171	95'813	107'062	118'760	130'216	140'742	152'484	164'520	177'086	190'410	202'939	217'463	232'461	246'597	261'036	276'345	
57	2'318	5'867	9'558	13'540	17'682	22'229	26'958	32'356	38'163	44'201	50'625	59'634	69'184	79'115	89'516	100'332	111'762	123'648	135'263	145'902	157'773	169'941	182'643	196'119	210'507	225'182	240'334	254'588	269'148	284'598	
58	3'312	6'900	10'632	14'658	18'844	23'438	28'215	33'664	39'523	45'615	54'424	63'585	73'292	83'388	93'960	104'954	116'568	128'647	140'424	151'180	163'183	175'486	188'326	203'649	218'188	233'016	248'326	262'699	277'380	292'975	
59	3'312	6'900	10'632	14'658	18'844	23'438	28'215	33'664	41'779	50'218	59'210	68'563	78'469	88'772	99'559	110'777	122'624	134'945	148'446	160'902	173'148	187'345	202'173	217'876	232'699	247'818	263'423	278'023	292'934	308'801	
60	3'312	6'900	10'632	14'658	18'844	23'438	28'215	35'824	44'025	52'554	61'640	71'090	81'097	91'505	102'401	113'733	125'699	139'626	153'279	165'843	179'858	194'223	209'222	225'119	240'087	255'354	271'110	285'825	300'853	316'859	

Adaptation des rentes de risque LPP à l'évolution des prix

Taux d'adaptation des rentes de risque LPP, en pourcent

Année pendant laquelle la rente est versée pour la 1ère fois	Années d'adaptation de la rente à l'évolution des prix (en gras les années d'adaptation de la rente AVS/AI)																										
	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
1985	4.3	3.4		12.1	3.5		4.1		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7	-	-	-	-	-	
1986		7.2		12.1	3.5		4.1		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7	-	-	-	-	-	
1987			11.9	5.7	3.5		4.1		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7	-	-	-	-	-	
1988				15.9	3.5		4.1		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7	-	-	-	-	-	
1989					16.0		4.1		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7	-	-	-	-	-	
1990						13.1	0.6		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7	-	-	-	-	-	
1991							7.7		2.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7	-	-	-	-	-	
1992								6.2	0.6		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7	-	-	-	-	-	
1993									3.2		0.5		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7	-	-	-	-	-	
1994										3.0	0.1		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7	-	-	-	-	-	
1995											1.0		2.7		1.2		1.4		2.2		3.7	-	-	-	-	-	
1996												1.7	1.4		1.2		1.4		2.2		3.7	-	-	-	-	-	
1997													2.7		1.2		1.4		2.2		3.7	-	-	-	-	-	
1998														3.4	0.5		1.4		2.2		3.7	-	-	-	-	-	
1999															2.6		1.4		2.2		3.7	-	-	-	-	-	
2000																1.7	0.9		2.2		3.7	-	-	-	-	-	
2001																	1.9		2.2		3.7	-	-	-	-	-	
2002																		2.8	0.8		3.7	-	-	-	-	-	
2003																			3.1		3.7	-	-	-	-	-	
2004																				3.0	2.9	-	-	-	-	-	
2005																					4.5	-	-	-	-	-	
2006																							2.7	0.3	-	-	-
2007																								2.3	-	-	-
2008																									-	-	-
2009																										0.4	-
2010																											-

Exemple d'application: une rente d'invalidité LPP versée pour la première fois en 1990 a été adaptée la première fois au 1.1.1994 (13,1%). Elle a ensuite été adaptée au même moment que les adaptations de la rente AVS soit après une année au 1.1.1995 (0,6%), et ensuite tous les deux ans, au 1.1.1997 (2,6%), au 1.1.1999 (0,5%), au 1.1.2001 (2,7%), au 1.1.2003 (1,2%), au 1.1.2005 (1,4%), au 1.1.2007 (2,2%) et au 1.1.2009 (3,7%). En 2011 et 2013, cette rente n'est pas adaptée car l'indice des prix à la consommation n'a pas augmenté depuis la dernière adaptation.

Ces taux d'adaptation peuvent être lus à la ligne 1990.

Adaptation cumulé des rentes de risque LPP à l'évolution des prix

Taux d'adaptation cumulé des rentes de risque LPP, en pourcent

Année pendant laquelle la rente est versée pour la 1ère fois	Années d'adaptation de la rente à l'évolution des prix (en gras les années d'adaptation de la rente AVS/AI)																									
	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
1985	4.3	7.8	7.8	20.9	25.1	25.1	30.3	30.3	33.6	33.6	34.3	34.3	37.9	37.9	39.6	39.6	41.5	41.5	44.7	44.7	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0
1986		7.2	7.2	20.2	24.4	24.4	29.5	29.5	32.8	32.8	33.5	33.5	37.1	37.1	38.8	38.8	40.7	40.7	43.8	43.8	49.1	49.1	49.1	49.1	49.1	49.1
1987			11.9	18.3	22.4	22.4	27.4	27.4	30.8	30.8	31.4	31.4	35.0	35.0	36.6	36.6	38.5	38.5	41.5	41.5	46.8	46.8	46.8	46.8	46.8	46.8
1988				15.9	20.0	20.0	24.9	24.9	28.1	28.1	28.8	28.8	32.2	32.2	33.8	33.8	35.7	35.7	38.7	38.7	43.8	43.8	43.8	43.8	43.8	43.8
1989					16.0	16.0	20.8	20.8	23.9	23.9	24.5	24.5	27.9	27.9	29.4	29.4	31.2	31.2	34.1	34.1	39.1	39.1	39.1	39.1	39.1	39.1
1990						13.1	13.8	13.8	16.7	16.7	17.3	17.3	20.5	20.5	21.9	21.9	23.6	23.6	26.4	26.4	31.0	31.0	31.0	31.0	31.0	31.0
1991							7.7	7.7	10.5	10.5	11.1	11.1	14.1	14.1	15.4	15.4	17.0	17.0	19.6	19.6	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0
1992								6.2	6.8	6.8	7.4	7.4	10.3	10.3	11.6	11.6	13.2	13.2	15.6	15.6	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9	19.9
1993									3.2	3.2	3.7	3.7	6.5	6.5	7.8	7.8	9.3	9.3	11.7	11.7	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8
1994										3.0	3.1	3.1	5.9	5.9	7.2	7.2	8.7	8.7	11.0	11.0	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2	15.2
1995											1.0	1.0	3.7	3.7	5.0	5.0	6.4	6.4	8.8	8.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8	12.8
1996												1.7	3.1	3.1	4.4	4.4	5.8	5.8	8.2	8.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2	12.2
1997													2.7	2.7	3.9	3.9	5.4	5.4	7.7	7.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7
1998														3.4	3.9	3.9	5.4	5.4	7.7	7.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7	11.7
1999															2.6	2.6	4.0	4.0	6.3	6.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3	10.3
2000																1.7	2.6	2.6	4.9	4.9	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8
2001																	1.9	1.9	4.1	4.1	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
2002																		2.8	3.6	3.6	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5
2003																				3.1	3.1	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9
2004																					3.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0
2005																						4.5	4.5	4.5	4.5	4.5
2006																							2.7	3.0	3.0	3.0
2007																									2.3	2.3
2008																										-
2009																										0.4
2010																										0.4

Exemple d'application: une rente d'invalidité LPP versée pour la première fois en 1990 est augmentée en 2009 de 31,0% (valeur arrondie). Depuis 2009, comme il n'y a plus d'adaptation obligatoire de la rente, le taux cumulé d'adaptation au 1.1.2014 se monte aussi à 31,0%. On trouve ce taux d'adaptation cumulé à la ligne 1990 et la colonne 2014. Ainsi, une rente d'invalidité LPP qui se montait à frs 9'850.- en 1990 s'élève en 2014, comme depuis 2009, à frs 12'907,10 (valeur effective).